



EQUIPE-PAYS DES
NATIONS UNIES
RAPPORT ANNUEL
2020



TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos de la Coordinatrice Résidente	1
Résumé exécutif.....	2
Equipe-pays de Djibouti	3
Les principaux partenaires de développement du Système des Nations Unies à Djibouti.....	5
Principales tendances de développement à Djibouti	6
L'ONU à Djibouti : soutien aux priorités nationales de développement	9
Réponse socio-économique à la pandémie de la COVID-19.....	11
Principales réalisations	12
Les principaux résultats programmatiques en 2020 (PNUAD)	14
Priorité Stratégique 1 - Éducation et Employabilité	15
Effet 1 : Opportunités d'emploi.....	16
Effet 2 : Éducation, Formation & Employabilité.....	17
Priorité Stratégique 2 - Santé, Nutrition, Eau, Hygiène et Assainissement	18
Effet 3 : Santé, Nutrition, Eau Hygiène et Assainissement	19
Priorité stratégique 3 - Protection Sociale et Gouvernance	22
Effet 4 : Protection des Groupes Vulnérables	23
Effet 5 : Protection Sociale	25
Effet 6 : Bonne Gouvernance	26
Priorité Stratégique 4 - Résilience & Développement Régional	27
Effet 7 : Résilience des Communautés	28
Effet 8 : Développement Durable des Régions	29
Résultats du UNCT travaillant plus et mieux ensemble.....	30
Aperçu financier et mobilisation des ressources.....	32
Les priorités de 2021 de l'Equipe-pays des Nations Unies	34
Sigles et acronymes.....	36



AVANT-PROPOS DE LA COORDINATRICE RÉSIDENTE

L'année 2020 restera marquée d'une pierre blanche. Celle de la crise causée dans le monde entier par l'épidémie de la COVID-19, qui continue d'être ressentie dans tous les espaces régionaux. La République de Djibouti n'a évidemment pas échappé à ce contexte, et la chute de sa croissance économique en 2020 a durement touché toutes les catégories de sa population. Malgré cela, et malgré des défis intrinsèques de nature géographique ou climatique, c'est l'espoir qui a prévalu à Djibouti en 2020. Et je suis fière que le système des Nations Unies dans son ensemble ait pu participer, aux côtés des autorités nationales et des autres partenaires au développement, à maintenir cet espoir très concrètement, notamment parmi les couches sociales les plus vulnérables et défavorisées.

Je suis par conséquent heureuse de vous présenter ce Rapport des Résultats obtenus en 2020, qui reflète par des données et des chiffres parfois abstraits, l'impact bien réel et palpable du travail de toutes les agences sur le territoire djiboutien. Que ce soit sur le terrain, au service direct des 'Laissés pour compte' ou en soutien des dynamiques nationales à long-terme, nos équipes n'ont jamais cessé le travail au cours de l'année. Il ne faut pas le cacher, les difficultés ont été nombreuses et plus complexes qu'auparavant car toutes les familles ont souffert du confinement. Je veux donc saluer notre personnel, également affecté mais qui a redoublé d'efforts pour exprimer, par le travail, leur solidarité avec la population de Djibouti, illustrant par là-même une des raisons d'être de l'Organisation des Nations Unies.

Barbara Manzi
Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies à Djibouti

Pour la première fois dans son histoire, Djibouti a officiellement obtenu le statut de pays à revenu intermédiaire en 2020. Cela vient récompenser des efforts nationaux dans certains domaines clés. Mais cela ne doit toutefois pas masquer les défis, qui restent de taille. Le pays a subi les effets dévastateurs de l'épidémie mondiale COVID-19 alors qu'il était encore sous le choc des inondations de novembre 2019 qui avaient en partie ravagé la capitale et certaines régions. L'impact sanitaire et social de ces crises répétées ne doit pas être sous-évalué, et nous œuvrons avec les Ministères et institutions nationales pour que, au-delà de la gestion de l'urgence, des solutions techniques viables et durables soient apportées.

Dans la droite ligne de ses 41 ans de présence et de coopération avec la République de Djibouti indépendante, les Nations Unies continuent à s'inscrire en soutien et en harmonie avec les priorités nationales décidées souverainement. Le Cadre de coopération pour le développement durable entre le système des Nations Unies et le gouvernement de Djibouti (PNUAD) sera ainsi étendu de deux années supplémentaires, jusqu'en 2024, afin d'être aligné avec le nouveau Plan de Développement National (Djibouti ICI, 2020-2024). Lors des dialogues organisés à Djibouti pour célébrer le 75ème anniversaire de l'ONU, de fortes attentes ont été exprimées et les Nations Unies comptent bien être au rendez-vous en 2021 également !



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La pandémie de COVID-19 a brutalement mis fin à une décennie de croissance économique fulgurante de Djibouti portée par les investissements ambitieux visant à tirer profit de la position géostratégique du pays. Toutefois, les perspectives restent positives pour l'économie djiboutienne qui devrait retrouver ses performances précédentes à partir de l'année 2021, à condition cependant que la pandémie soit sous contrôle sur le plan mondial, que le commerce mondial reprenne, les investissements gouvernementaux et étrangers se maintiennent et que la région soit stable.

L'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle calculé pour la première fois à Djibouti révèle que la pauvreté en zones rurales est quatre fois plus élevée que celle vécue en zone urbaines. Cette pauvreté multidimensionnelle se caractérisant essentiellement par le manque d'accès à l'assainissement, à l'emploi et à l'éducation. Cet indice met en lumière le fait que les efforts de la lutte contre la pauvreté ont essentiellement bénéficié aux populations urbaines qui ont vu leurs conditions substantiellement s'améliorer entre 2012 et 2017 tandis que celles des zones rurales vivaient dans le statu quo.

Les effets du changement climatique sont visibles à Djibouti depuis quelques années, se manifestant par des cyclones, des inondations, des sécheresses et des invasions acridiennes. Ces fatalités naturelles, qui ont impacté aussi bien les infrastructures que la vie de nombreux djiboutiens, ont mis à nu les difficultés dans la préparation du pays face aux catastrophes.

Djibouti qui demeure un îlot de stabilité dans une région en proie à des troubles voit ainsi son territoire traversé par des populations fuyant pour leur survie en provenance essentiellement de l'Éthiopie, de la Somalie et du Yémen. Cet afflux humain exerce une pression supplémentaire sur les infrastructures sanitaires et sociales du pays et a le potentiel d'affecter la cohésion sociale.

C'est dans ce contexte que dans le cadre de la Vision 2035 visant à faire de Djibouti le Phare de la Mer rouge, le pays s'est engagé dans l'élaboration de son second plan national de développement, Djibouti ICI (Inclusion, Connectivité, Institution). Ce nouveau plan devrait prendre en compte les disparités et vulnérabilités révélées par la pandémie, notamment la dualité de l'économie nationale, l'inégalité dans la distribution des fruits de la décennie de croissance économique, et la grande dépendance auprès de l'Éthiopie. Djibouti ICI aura donc pour ambition de bâtir une économie plus intégrée et résiliente portée par une gouvernance moderne et transparente.

La réalisation de l'Agenda 2030 s'intègre dans le cadre de la mise en œuvre de la Vision 2035 du pays. Le suivi des Objectifs de Développement Durable (ODD) souffre de problèmes de coordination et de la faiblesse de l'appareil statistique. Toutefois il faut noter que le nouveau plan devrait s'harmoniser avec l'Agenda 2030, puisque les 81 cibles ODD jugées pertinentes pour Djibouti s'alignent généralement sur les thématiques et programmes phares de Djibouti ICI.

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le plan de réponse socioéconomique (SERP) du SNU vient en appui à la stratégie nationale de mitigation mise en place par le gouvernement au travers du Pacte National Solidaire. Évalué à 40.9 millions USD, le plan de réponse a mobilisé 21.2 millions USD dont 68% ont été effectivement mis en œuvre.

La mise en œuvre du PNUAD 2018-2022 s'est heurtée aux nouveaux impératifs imposés par la pandémie de COVID-19. Néanmoins, l'Équipe-Pays des Nations Unies s'est efforcée de soutenir les institutions nationales dans les quatre priorités stratégiques : 1- Éducation et Employabilité, 2- Santé, Nutrition, Eau, Hygiène et Assainissement, 3 - Protection Sociale et Gouvernance, et 4- Résilience & Développement Régional. Ainsi, un cumul de presque 850 000 personnes a été impacté positivement au cours de l'année 2020 par les activités et programmes menés. Des 30,5 millions USD mobilisés pour le PNUAD en 2020, 79% ont été utilisés au cours de la période.

En conformité avec l'esprit de la réforme de l'ONU, l'Équipe Pays a déployé plusieurs outils et mécanismes pour coordonner au mieux ses activités, rationaliser les moyens et montrer l'image d'une entité commune travaillant à la satisfaction des priorités du pays hôte, en particulier au profit des plus vulnérables et des 'Laissés pour compte'. La plateforme commune de suivi-évaluation et de partage des données (UN INFO) ainsi qu'une stratégie opérationnelle interne (Business Operating Strategy- BOS) ont été lancés à Djibouti, grande première qui améliorera certainement les initiatives conjointes. C'est ensemble que le SNU a appuyé le gouvernement dans l'élaboration de son nouveau plan de développement ou ses actions de communication et de plaidoyer pendant la crise COVID-19. L'année 2021 verra encore davantage de réalisations communes.



©PAM Djibouti

EQUIPE-PAYS DE DJIBOUTI

Une vingtaine d'agences, de fonds et de programmes composent l'Equipe-pays des Nations Unies (UNCT) à Djibouti. Parmi elles, 11 ont une présence physique dans le pays et neuf autres sont basées dans différents endroits, soit dans la région Afrique ou Moyen-Orient. D'autres entités onusiennes sont aussi présentes sur le territoire avec des programmes à caractère régional ou de soutien à l'opération du Yémen. L'Equipe-Pays des Nations Unies est présidée par la Coordinatrice résidente des Nations Unies, le représentant désigné du Secrétaire général des Nations Unies pour les opérations de développement à Djibouti.

La famille onusienne à Djibouti travaille collectivement pour soutenir les priorités du gouvernement, en vue de la réalisation de l'agenda 2030 et des Objectifs de développement durable. L'équipe est également profondément engagée dans la réponse humanitaire dans le pays, notamment en ce qui concerne la gestion des questions migratoires, les inondations et l'invasion des criquets pèlerins, et continue de fournir un soutien à partir de Djibouti aux opérations humanitaires dans la région, y compris au Yémen.

Le Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (PNUAD/UNDAF - 2018-2022) constitue le cadre général de la coopération de l'ONU dans le pays et s'attache à répondre aux besoins des plus vulnérables et des plus défavorisés, dans le but de s'assurer que personne n'est laissé de côté. Le plan de l'ONU décrit quatre priorités stratégiques et huit résultats, en réponse aux besoins du pays et fait usage des avantages comparatifs de l'ONU.

En 2020, l'Equipe-pays des Nations Unies a commencé à travailler sur la révision du PNUAD, afin de s'assurer qu'il reflète la discussion autour du nouveau plan de développement national à venir (Djibouti 'ICI'), auquel l'Equipe a également largement contribué. L'Equipe-pays a commencé à élaborer le cadre analytique collectif des Nations Unies sur la situation du développement à Djibouti - l'analyse commune du pays (CCA), qui bénéficie également des informations provenant des exercices d'évaluation humanitaire

et socio-économique de la COVID-19. En outre, l'Equipe-pays a examiné les moyens pour assurer l'alignement du PNUAD avec l'UNSDCF, afin de mieux identifier la contribution des Nations Unies aux types de changements transformationnels nécessaires et réalisables dans le pays.

Six agences (AIEA, BIT, CEA, OHCDH, UN-Habitat, VNU) ont rejoint l'Equipe-Pays des Nations Unies en 2019-2020 et coopèrent avec les 13 autres entités onusiennes (FAO, FIDA, OIM, OMS, PAM, PNUD, UNAIDS, UNESCO, UNFPA, UNICEF, UNHCR, UNODC, UNOPS) signataires du PNUAD dans les actions de développement à Djibouti.

Conformément à l'esprit de la réforme du système de développement des Nations Unies (UNDS), un effort marqué a été mené en 2020 pour s'assurer que, indépendamment de l'endroit où elles sont basées, toutes les entités onusiennes opérant à Djibouti deviennent partie intégrante d'une "équipe", afin de maximiser les synergies et de fournir la meilleure expertise possible disponible au sein des Nations Unies.

Cette dynamique renforce le rôle de rassembleur de l'ONU et a démontré l'importance du multilatéralisme comme point d'entrée stratégique pour toutes les parties prenantes engagées dans le développement durable à Djibouti.

Deux autres entités onusiennes sont aussi présentes dans le pays – UNVIM et UNMHA - en soutien aux opérations sous mandat du Conseil de sécurité au Yémen.

L'Equipe Pays des Nations Unies



Autres entités onusiennes à Djibouti



COUP D'ŒIL SUR DJIBOUTI



POPULATION
980,000
(2020)



SURFACE
23,000 KM²

HDI RANG
166/189



52.9 ANS
ESPÉRANCE DE VIE



58/1000
MORTALITÉ INFANTILE
(2012)



383/100,000
MORTALITÉ
MATERNELLE

PIB/HABITANT
\$3,210 (2021)



2013-2017
Population vivant
au-dessous du seuil
national de pauvreté
a diminué de

40% à 35.8%

78.4%
Population rurale en
situation de pauvreté
(2013-2018)



Augmentation du taux
de chômage (2015-2017) de

39.4% à 47%

63%
Chômage parmi les femmes (2017)

65.7%
dont 75.5% femmes
Chômage parmi les
jeunes âgés 15-35 (2017)

GINI INDICE
41,6 (2017)



de **44 à 47**
Indice de couverture des
services de santé est
amélioré (2015-2017)

de **367 à 260/100,000**
L'incidence de TB a amélioré
2015-2018

de **13 à 35/10,000**
L'incidence de paludisme a augmenté
2015-2018



83%
Enfants immunisés
contre la rougeole



70% ET 21%
Filles et femmes ayant subi MGF,
et parmi filles 0-10 ans (2019)



2.4% ET 5.2%
Taux de malnutrition sévère
et globale



14.5%
Insécurité alimentaire
modéré ou grave (2014)



42.5%
Accès à internet (2019)



74%
Accès à
l'électricité (2020)



90%
Population avec
accès à l'eau potable



51.7%
Ménages disposant de lavage
de main avec eau et savon



87.2%
Accès à l'assainissement
(toilettes améliorés 13,9%)



60%
dont 52.9%
femmes
Alphabétisation

de **79.5% à 89.6%**
Amélioration du taux
d'inscription enseignement
primaire (2015-2020)

72.9%
Taux d'achèvement
enseignement primaire (2020)

LES PRINCIPAUX PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES À DJIBOUTI

Le travail de l'Equipe-Pays des Nations Unies Djibouti est ancré dans une institution forte et une volonté d'appropriation nationale. Les principaux partenaires sont le gouvernement, les institutions indépendantes et les gouvernements locaux, les partenaires au développement, les ONG nationales et internationales, les organisations de la société civile - en particulier celles dirigées par des jeunes et des femmes, et le secteur privé.

Alors que la pandémie de la COVID-19 a fait des ravages en vies humaines et freiné le développement économique dans le monde, elle a également perturbé la mise en œuvre des ODD à Djibouti et le programme Djibouti Vision 2035 du gouvernement. Les stratégies, objectifs et plans ont dû être adaptés, modifiés ou reportés. Ceci a été fait dans un effort de coopération entre les institutions nationales, les agences des Nations Unies travaillant à Djibouti et les partenaires au développement.

Dans le cadre de la vision 2035, Djibouti élabore son nouveau plan quinquennal 'Djibouti ICI'. Autour des piliers Inclusion-Connectivité-Institution, ce nouveau plan vise à engager des mesures de relance post-COVID-19 de sorte à revenir sur les sentiers du progrès dans la continuité du premier plan SCAPE (Stratégie de Croissance Accélérée et Promotion de l'Emploi).

La mobilisation des entités résidentes et non résidentes du Système des Nations Unies a été cruciale pour intégrer les ODD à cette stratégie nationale et rendre le processus de consultations le plus inclusif possible, tout en assurant une large participation des acteurs nationaux, notamment les ministères, les organisations de la société civile, et les partenaires bilatéraux et multilatéraux. Les Nations Unies ont apporté l'assistance technique requise pour mener des interviews de groupes restreints ('focus groups') ou personnalités clés, ainsi que pour mettre en place des groupes de travail, de sorte à dégager les priorités émergentes dans le contexte de la COVID-19.

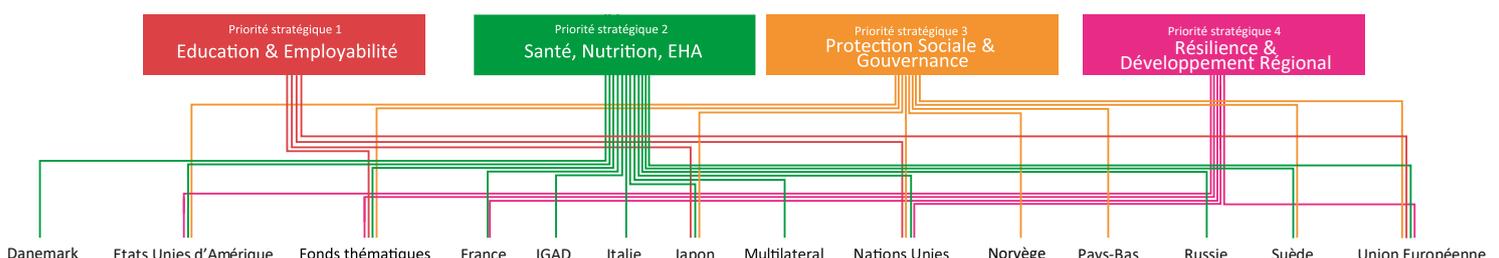
L'engagement des jeunes s'est articulé autour d'idées novatrices liées à des initiatives locales et mondiales telles que Génération Illimitée,

le programme de leadership des jeunes, les discussions des jeunes sur la violence liée au genre et la plateforme ONU75. L'engagement avec les groupes de jeunes a également porté sur des questions liées à COVID-19, à la création d'emplois et à l'environnement.

Des efforts importants ont également été entrepris pour impliquer le secteur privé, en particulier dans ses segments les plus fragiles face aux effets socio-économiques de la pandémie, notamment le secteur informel et les petites et moyennes entreprises. Des enquêtes spécifiques visant à comprendre leurs enjeux et à identifier des solutions innovantes à leurs problèmes ont été menées en collaboration avec les autorités.

La coopération avec la Banque mondiale et d'autres institutions financières internationales (IFI) a été considérablement renforcée. Les agences de l'ONU ont étroitement collaboré avec la Banque mondiale dans le cadre de la réponse à l'épidémie de COVID-19 et à l'invasion de criquets, ainsi que sur des questions relatives à l'éducation, aux "personnes en mouvement", à la protection sociale et au développement régional intégré, afin de faire progresser l'agenda 2030. Des discussions sont en cours pour approfondir le partenariat autour du soutien au développement du capital humain, de la numérisation et de la disponibilité des données et des systèmes de suivi et d'évaluation, en appui aux initiatives gouvernementales. L'engagement avec d'autres IFI, notamment la Banque islamique de développement autour du soutien aux moyennes et petites entreprises et la Banque africaine de développement, en particulier sur les questions de genre, a été exploré par l'Equipe-pays.

Bailleurs de fonds du SNU



Contribution par priorité stratégique par source de financement en 2020

PRINCIPALES TENDANCES DE DÉVELOPPEMENT À DJIBOUTI

Les perspectives de croissance économiques ont été affectées par la crise de la COVID-19, même si la récession a été plus limitée qu'envisagé initialement. La pandémie a rendu plus visible la " double vitesse " de l'économie et des inégalités à Djibouti, et la nécessité de renforcer les mesures de préparation aux catastrophes. Il faut tout de même souligner que, pour la première fois, la République de Djibouti a officiellement obtenu le statut de pays à revenu intermédiaire en 2020. Le nouveau plan de développement dénommé Djibouti ICI prend en compte ces réalités et est ancré sur les principes de l'Agenda 2030 et des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Aperçu macroéconomique et paysage financier

Djibouti a connu une croissance économique stable ces dernières années, grâce aux résultats des efforts d'ajustement macroéconomique et les investissements réalisés, surtout dans le domaine des infrastructures. Cependant, l'embellie économique régulière a été perturbée par la pandémie de la COVID-19 depuis l'identification du premier cas en mars 2020.

Le pays n'a finalement pas subi une récession économique aussi forte que celle qui était crainte originellement mais sa croissance est passée d'une moyenne de 7% du PIB par an en 2019 à -1% en 2020. Djibouti devrait néanmoins revenir sur les sentiers de la croissance forte (5%, projection IMF 2021) à partir de 2021, tirée par la reprise du commerce mondial, le maintien de la cadence des investissements en infrastructures, et la reprise des IDE (Investissements Etrangers Directs) et des investissements gouvernementaux. De surcroît, la dette qui reste à un niveau élevé est devenue une source d'inquiétude en cas de détérioration de la situation sécuritaire et économique régionale. La balance fiscale risque de se détériorer ultérieurement sous l'effet conjugué du maintien des dépenses en capital et de la baisse significative des revenus du gouvernement.

Les perspectives de croissance économiques pourraient être contrariées par une persistance de la pandémie au cours de l'année 2021, ou par une résurgence des troubles politico-militaires dans la région, y inclus l'Éthiopie qui capte à lui seul 90% du trafic maritime, poumon de l'économie djiboutienne.

Politique et institutions

La complexité du paysage politique et la multiplicité des acteurs présupposent un effort important pour assurer la coordination des interventions, qui sont souvent couvertes par des mandats sous la responsabilité de plusieurs institutions. Une rationalisation des interfaces entre les interlocuteurs concernés permettrait d'améliorer le processus décisionnel et d'accroître l'efficacité de la programmation, afin de mieux servir la population, et en premier lieu les 'laissés-pour-compte'. La rationalisation de la gouvernance, le renforcement du système de redevabilité, la coordination et le partenariat, une gestion de la chose publique inspirée par une approche basée sur les principes de droits de l'homme contribueraient à minimiser les préoccupations en matière de transparence et de participation civique. Un engagement systématique des parties prenantes de l'ensemble de la société pourrait créer un nouvel élan et consolider les efforts visant à accélérer la réalisation des ODD à Djibouti, comme le reflètent les plans et visions à long terme du gouvernement.

De grande importance est aussi la discussion menée par le gouvernement ainsi que le développement d'un cadre légal contre l'incitation à la haine. Promouvoir la cohésion sociale et prévenir les conflits doit rester au cœur des priorités.

Environnement et changements climatiques

Depuis plus de deux décennies, le territoire de Djibouti a été touché par des sécheresses consécutives alternées avec des inondations et des cyclones, et par l'invasion acridienne, en raison des effets du changement climatique mondial. Ces événements ont révélé les limites des réponses en place face aux catastrophes naturelles.

En 2020, après les pluies diluviennes ayant entraîné des destructions d'infrastructures hydro-agricoles, l'agriculture de Djibouti et l'élevage pastoral ont été confrontés à une invasion acridienne qui a décimé les jardins des agriculteurs et les pâturages des éleveurs déjà durement affectés par les sécheresses des années précédentes. Près de 80% des fermes agricoles et plus de 60% des parcours des éleveurs ont été détruits. Le gouvernement a lancé en janvier 2020 un appel à l'aide à la communauté internationale pour lui permettre de fournir une assistance immédiate pour relancer la production dans les fermes et ainsi éviter un effondrement des capacités agricoles locales.





Développement humain

Selon le rapport 2020 de l'Indice du Développement Humain, l'IDH 2019 de Djibouti qui est de 0,524, est supérieur à la moyenne de 0,513 des pays du groupe à faible développement humain et inférieur à la moyenne de 0,705 des pays arabes.

Le premier rapport sur l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle à Djibouti lancé en 2020 et basé sur les données disponibles jusqu'en 2017, a montré que la pauvreté est quatre fois plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain, et s'exprime beaucoup plus par le manque d'accès à l'assainissement, à l'emploi et à l'éducation. Les analyses indiquent qu'en 2017, 33,7% de la population est classée dans la catégorie 'pauvres multidimensionnels' et en dessous du seuil de privation, simultanément sur au moins six indicateurs. Tout de même, cette valeur a sensiblement diminué entre 2012 (47%) et 2017 (34%), a baissé en milieu urbain (de 39,9% à 26,9%) et est restée stagnante en zone rurale (56,5% à 55,8%). Sous l'angle du genre, il est notable que les ménages dirigés par des femmes sont plus touchés par la pauvreté multidimensionnelle (39,59%) que ceux dirigés par des hommes (32%).

Malgré les efforts entrepris au fil du temps, des préoccupations majeures persistent quant à la problématique du taux élevé de chômage, notamment chez les jeunes. Ce phénomène existait préalablement à la constriction économique due à la COVID-19. L'autre préoccupation majeure concerne l'accès aux services sociaux, notamment dans les zones périurbaines et dans les régions. La précondition essentielle pour l'éducation et la formation d'une jeune génération d'entrepreneurs est la transformation du système éducatif lui-même, ainsi que la création de conditions favorables pour le développement d'un secteur privé plus fort et résilient. Il en va de même pour les plans de restructuration du secteur de la santé et de l'indépendance énergétique. Ces objectifs peuvent s'intégrer dans les programmes de coopération existants et sont incorporés dans le cadre de coopération pour le développement durable avec les Nations Unies dans le pays, le PNUAD.

À cheval entre éducation, formation, employabilité et opportunités d'emploi futures, se situe la pierre angulaire de l'informatique. La numérisation constitue en effet une partie importante du plan gouvernemental de numérisation, couvrant les services gouvernementaux aussi bien que le secteur privé de l'informatique. Djibouti est le site d'atterrissage de huit câbles intercontinentaux, ce qui devrait permettre à l'Etat de profiter de cette situation à travers le développement de services d'informatique et de communication. Cette opportunité devrait être saisie soit à l'intérieur du pays, en intégrant et renforçant les régions, soit dans les pays voisins. A cette fin, des efforts focalisés vers une formation rapide et de qualité, surtout de la jeune génération, seraient fondamentaux. Un soutien au développement de ce secteur sous forme de politiques, règlements et incitations financières ainsi que fiscales pourrait être mis en place. D'autres pays du continent ont prouvé qu'il est possible de sauter des étapes dans le processus de transition entre technologies traditionnelles et l'adoption d'un haut degré de connectivité, y compris services financiers et d'assurances.



Dynamiques régionales

Djibouti demeure un pôle de stabilité dans la région de la Corne de l'Afrique, qui a vu l'émergence ou l'escalade de nouvelles tensions et conflits. En Ethiopie d'abord, alors que ce grand voisin capte à lui seul 90% du trafic maritime à travers Djibouti, et constitue ainsi le poumon de l'économie djiboutienne. L'instabilité persiste aussi chez son autre voisin, la Somalie, dont les tiraillements politiques inquiètent. La situation économique, sociale et sécuritaire dans ces deux pays ainsi que la guerre au Yémen sont à l'origine d'importants mouvements de population. D'après les données disponibles, 112 000 migrants ont traversé Djibouti en 2020. Le passage de ces migrants pose de nombreux défis en matière économique et sociale pour le pays.



Le nouveau Plan de Développement National

Le Plan National de Développement (PND) 'Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi' (SCAPE) a pris fin en 2019. La pandémie a ralenti le processus de formulation du nouveau plan national de développement, "Djibouti ICI", axé sur l'inclusion, la connectivité et les institutions, qui est en cours d'élaboration avec le soutien des Nations Unies et qui prend en compte l'étude d'impact socio-économique COVID-19 (SERP). Le 'Pacte de solidarité nationale' (PSN) du gouvernement, publié en avril 2020, qui indiquait des mesures d'urgence dans les secteurs de la santé, du social et de l'économie, a été incorporé dans le nouveau PND. Ce plan d'urgence a pour objectif de contrer le risque d'effacer 20 ans de développement et se concentre spécifiquement sur la réduction du risque de pauvreté, de surendettement, de l'effondrement du secteur privé et des tensions sociales.

Avant la pandémie, le PND était basé sur l'hypothèse d'une croissance économique stable et durable. La pandémie a rendu Djibouti plus conscient de la "double vitesse" en termes d'inégalités de son économie, des valeurs de l'évaluation financière, des mesures d'atténuation des risques, de la préparation aux catastrophes. Au milieu de la pandémie, les disparités sociales et l'allocation déséquilibrée de



©PNUD Djibouti

ressources au sein des institutions publiques ont émergé de manière aigüe. Ceci a fait prendre conscience au pays de la nécessité d'investir dans les ODD, dans l'économie verte, bleue et circulaire, dans le renforcement de la protection sociale et la création de nouveaux instruments financiers plus appropriés. Les acteurs nationaux seraient ainsi mieux armés pour répondre aux problèmes sociétaux auxquels Djibouti est confronté et pour accélérer le progrès vers la réalisation de l'agenda 2030. Le nouveau PND a aussi reconnu l'importance du financement des ODD afin de permettre à Djibouti d'atténuer l'impact de la pandémie et de se relever de la récession économique qui en a découlé.

Agenda 2030 et ODD

Djibouti s'est engagé dans la réalisation de l'Agenda 2030. C'est dans le cadre de la réalisation de la Vision 2035 du pays que s'inscrit la poursuite des ODD. Toutefois, malgré

l'existence d'une loi qui attribue à un département ministériel la mission de suivi des actions de mise en œuvre de la Vision 2035 et de ses plans opérationnels (PND) il n'y a, à ce jour, pas d'organe spécifique chargé de la coordination des efforts dans la réalisation des ODD.

Au niveau statistique, les organes de coordination créés n'ont pas véritablement commencé à fonctionner et le Système Statistique National souffre en plus d'un manque de ressources humaines appropriées. C'est dans ce contexte que la récente étude réalisée (mars 2021) avec l'appui du SNU sur l'identification des indicateurs ODD disponibles à Djibouti a permis de prioriser 55 cibles (parmi les 107 cibles opérationnelles), 19 cibles de mise en œuvre et sept cibles de l'objectif partenariat (ODD 17). Ainsi, 200 indicateurs dont 81 ayant une valeur de référence au moment de l'étude seront nécessaire pour le suivi des ODD à Djibouti. En outre, la mise en relation avec le nouveau PND en cours d'élaboration (Djibouti ICI) révèle un fort alignement (seules deux cibles ne sont pas prises en compte) aux thématiques et programmes phares dudit plan stratégique.

©PAM Djibouti



L'ONU À DJIBOUTI : SOUTIEN AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT

L'Equipe-pays des Nations Unies (UNCT) a étroitement collaboré avec le gouvernement de Djibouti pour la réponse COVID-19 ainsi que pour l'élaboration du nouveau Plan National de Développement.

L'ONU a joué un rôle important en assurant la complémentarité des systèmes de planification et de mise en œuvre des piliers santé-humanitaire-socio-économique de la réponse à la pandémie, en soutien aux priorités gouvernementales. L'engagement d'évaluer l'impact socio-économique du COVID-19 (SEIA) a permis à l'Equipe-pays de soutenir une analyse précise de la situation et a donné un outil de planification au gouvernement.

Afin d'accélérer la formulation d'un PND sensible aux ODD, l'Equipe-Pays des Nations Unies a encouragé et soutenu le gouvernement d'abord dans l'alignement des thématiques du plan aux cibles ODD, puis dans l'établissement de systèmes budgétaires efficaces pour l'accélération des ODD. Les équipes techniques procèdent actuellement à l'évaluation des coûts du

PND. Ce processus de calcul des coûts façonnera les estimations globales du cadre de financement national intégré, essentiel pour financer la réalisation des ODD.

Concernant la réalisation de l'Agenda 2030, une identification des indicateurs ODD pertinents pour Djibouti s'avère être une base indispensable. Ainsi, l'Equipe-Pays des Nations Unies a soutenu la collaboration entre le Gouvernement de Djibouti et AFRISTAT, l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne, pour mener à bien une étude d'identification de ces indicateurs pertinents. Les résultats de cette étude nourriront certainement plusieurs processus, notamment l'Examen Volontaire National, et l'Analyse Commune du Pays des Nations Unies.



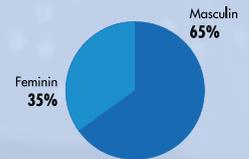
Fonds mobilisés par ODD en 2020

TENDANCES CLÉS – LA PANDÉMIE COVID-19 Á DJIBOUTI

Situation sanitaire: Évolution de la pandémie (Mars 2020 - Mars 2021)



Total cas confirmés
11,026



Total guéris
10,646

Total décès
143



Impact économique de la pandémie

■ Historique ■ Estimation après COVID ■ Estimation avant COVID Source: IMF (Apr. 2021)



Croissance du PIB réel de Djibouti Historique, estimations et prévisions



Solde Fiscal du gouvernement (% du PIB)



Dettes extérieures brutes totales (% du PIB)



Inflation des prix à la consommation



Balance des comptes courants (% du PIB)

Total des revenus, à l'exclusion des Dons

RÉPONSE SOCIO-ÉCONOMIQUE À LA PANDÉMIE DE LA COVID-19

La pandémie de COVID-19 a de graves répercussions sur la vie des habitants de Djibouti et sur la voie empruntée par le pays vers la réalisation de l'Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable (ODD). Elle a provoqué des besoins d'urgence, notamment dans le domaine de la santé mais aussi dans tous les autres secteurs sociaux et économiques, en particulier parmi les plus vulnérables.

Le premier cas de COVID-19 a été confirmé à Djibouti en mars 2020. Les autorités ont immédiatement mis en œuvre une stratégie stricte de surveillance / dépistage / recherche de contacts et ont investi massivement dans le renforcement des capacités de test et de traitement avec les ressources propres du pays. Les frontières ont été fermées et un confinement mis en place. Des mesures de distanciation sociale et d'hygiène ont également été appliquées.

La réponse des Nations Unies a été guidée par les priorités nationales en ce qui concerne la réponse COVID-19, pour associer ses efforts en soutien à ceux menés par le gouvernement. Au mois d'avril, le gouvernement de Djibouti a lancé le "Pacte de Solidarité Nationale", qui décrit les besoins de financement de trois secteurs prioritaires : la santé, les mesures sociales, et économiques. Faisant écho à ce cadre national et en soutien à ses priorités, le plan de réponse à la COVID-19 de l'Equipe-pays des Nations Unies, qui relie tous les éléments et piliers de la réponse, complète le plan du gouvernement, couvrant la période jusqu'à la fin 2020. Le plan a été centré sur le principe « ne laisser personne de côté » (traduit de l'anglais « Leave No One Behind » - LNOB),

et a inclus les personnes en mouvement (réfugiés, migrants, déplacés internes etc) et d'autres populations vulnérables. Il a été mis en œuvre grâce à un large partenariat, notamment avec la société civile et les groupes de jeunes. Les activités comprises dans le plan qui justifient d'être poursuivies en 2021 sont incluses dans le plan conjoint de travail des groupes de résultats "réguliers". Les systèmes de réponse au développement - notamment en matière de protection sociale - ont été mis en place et formulés pour répondre aux besoins d'un nombre toujours plus grand de personnes vulnérables. Celles-ci sont souvent les mêmes personnes qui ont été le plus durement touchées par d'autres crises et chocs, y compris la pandémie, les inondations et l'invasion de criquets pèlerins.

Dans sa réponse, afin de limiter la propagation du virus, le SNU a privilégié les assistances financières en espèces et par transfert électronique (e-vouchers), en s'appuyant sur le régime de protection sociale existant. Les sites de distribution ont été utilisés aussi pour fournir des informations sur la pandémie, et les distributions se sont déroulées sur de plus longues périodes pour éviter les rassemblements.

10,500
EMPLOIS

perdus a case
de la pandémie
(SEIA,2020)



+17%
DES MÉNAGES

a cessé de travailler
au dernier trimestre
de l'année
(WB, Nov.2020)



+40%
préoccupés avec
l'insécurité
alimentaire
(WB, Nov.2020)

+28%
avec problèmes
d'accès à
l'alimentation
(WB, Nov.2020)



PRINCIPALES RÉALISATIONS

Réponse à la COVID-19: ressources planifiées, mobilisées et mises en œuvre en 2020



Pilier 1



LA SANTÉ D'ABORD

Veiller à ce que les services de santé essentiels et les systèmes de santé soient toujours disponibles et protégés pendant la crise



450,000 personnes atteintes

Planifié (\$)
\$10,840,352



14,000 trousseaux d'essai COVID-19, 25,000 trousseaux PPE, 50 concentrateurs d'oxygènes, 3 ambulances octroyés

4 machines PCR, 20,000 tests rapides délivrés
37,789 personnes engagées à travers du plan RCCE du gouvernement soutenu par l'UNCT

8,000 personnes ont reçu des pulvérisateurs et désinfectants

Développement d'une plateforme de gestion des données en ligne pour partager rapports quotidiens entre responsables de la réponse

11,000 personnes ont suivi le Téléthon et l'Hackathon sur les réseaux sociaux avec des messages de prévention au COVID-19.

Mini campagne de vaccination de rattrapage des enfants multi-antigène

8,254 enfants (6-59 mois) ont bénéficié des programmes de nutrition

74 structures de santé ont reçu des formations et matériel d'immunisation

511 agents de santé maternelle et infantile appuyés pour la continuité des soins, à travers la réception de matériel et des formations

Six structures sanitaires réhabilités à Djibouti et dans les régions

Support à la DSME pour améliorer l'organisation des soins dans trois établissements de la première ligne

1,359 agents de santé communautaire connectés aux services de prévention et réponse aux VBG

Etude sur l'impact de la COVID-19 sur la santé reproductive, évaluation de la qualité des services d'eau, assainissement et hygiène dans les établissements de santé

Études sur l'impact de la migration sur la santé publique

Mobilisé (\$)
\$8,038,823



Pilier 2

PROTÉGER LES PERSONNES

Aider les personnes à faire face à l'adversité, grâce à la protection sociale et aux services de base



540,000 personnes atteintes

Planifié (\$)
\$16,000,210



69,391 personnes ont bénéficié des programmes alimentaires, nutritionnels et d'aide psychosociale

540,946 personnes (y compris 29,576 réfugiés et 600 migrants/mois), ont reçu des fournitures et des services EHA

14 promoteurs d'hygiène formés dans les villages de réfugiés

350 stations de lavage des mains équipées de savon installés dans les villes

5,000 migrants ont bénéficié des services EHA du site de quarantaine du gouvernement

91 agents frontaliers (28 femmes) formés à la prévention du COVID-19 à la frontière

Installation de 15 réservoirs d'eau au long de la route migratoire

220 abris d'urgence pour les migrants fournis

70 adolescents formés dans la réponse COVID-19 au profit de leurs communautés

94,752 enfants ont bénéficié d'un enseignement à distance ou à domicile

8,292 enfants ont bénéficié des cantines scolaires

Evaluation des services pour la prise en charge de la VBG dans le contexte de la COVID-19

Renforcement du système de protection à base communautaire contre les VBG

Analyse du genre pour adapter les systèmes de protection sociale à la pandémie

Réalisation de campagnes de sensibilisation sur les violences sexuelles et sexistes

42 groupes de réfugiés formés pour protéger les femmes et les filles contre les VBG

Mobilisé (\$)
\$10,737,317



Pilier 3



RÉPONSE ET RELANCE ÉCONOMIQUE

Protéger les emplois, soutenir les petites et moyennes entreprises, et les travailleurs du secteur informel grâce à des programmes de réponse et de relance économique

Enquête auprès de plus de 5 000 ménages, enquête sur 9 000 PME pour mieux appréhender les effets de la pandémie sur les couches sociales (finalisées en 2021)

Enquête qualitative sur l'impact du COVID-19 sur les ménages réfugiés et demandeurs d'asile à Djibouti

Co-direction de la Task Force gouvernementale pour la relance socio-économique

Soutien à l'élaboration du 'Pacte National Solidaire', Evaluation de l'impact socioéconomique ; et intégration des éléments de relance socio-économique dans le Plan National de Développement

Renforcement de la coordination de la planification de la logistique vaccinale, installation d'une chambre froide à l'aéroport

Planifié (\$) \$3,110,666

Mobilisé (\$) \$777,643



Pilier 4



RÉPONSE MACROÉCONOMIQUE & COLLABORATION MULTILATÉRALE

Orienter l'urgence nécessaire des stimuli fiscaux et financiers pour que les politiques macroéconomiques profitent aux plus vulnérables et renforcer les réponses multilatérales et régionales

Évaluation de l'impact macroéconomique de la COVID-19, avec accent sur l'emploi et le secteur informel afin d'identifier les investissements à court et moyen terme pour atténuer l'impact, améliorer la résilience et élaborer des politiques publiques adaptées

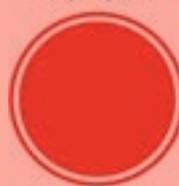
Évaluation de l'impact du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans les zones urbaines

Plan de relance et d'accélération des ODD

Évaluation de l'impact socio-économique de la COVID sur les migrants, leurs moyens de subsistance, leurs vulnérabilités et leur accès aux services de base.

Planifié (\$) \$2,877,380

Mobilisé (\$) \$1,077,380



Pilier 5



COHÉSION SOCIALE & RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE

Promouvoir la cohésion sociale et investir dans des systèmes de résilience et d'intervention dirigés par la communauté



15,000

personnes atteintes

170 membres de 34 comités de gestion communautaire formés à la messagerie clé COVID-19, ont effectué des visites porte-à-porte auprès de 2,500 ménages

Soutien à 11 organisations à base communautaire et à la Commission National des Droits de l'Homme pour diffuser des messages sur les mesures préventives contre la COVID-19, la non-discrimination et la non-stigmatisation

Planifié (\$) \$1,504,000

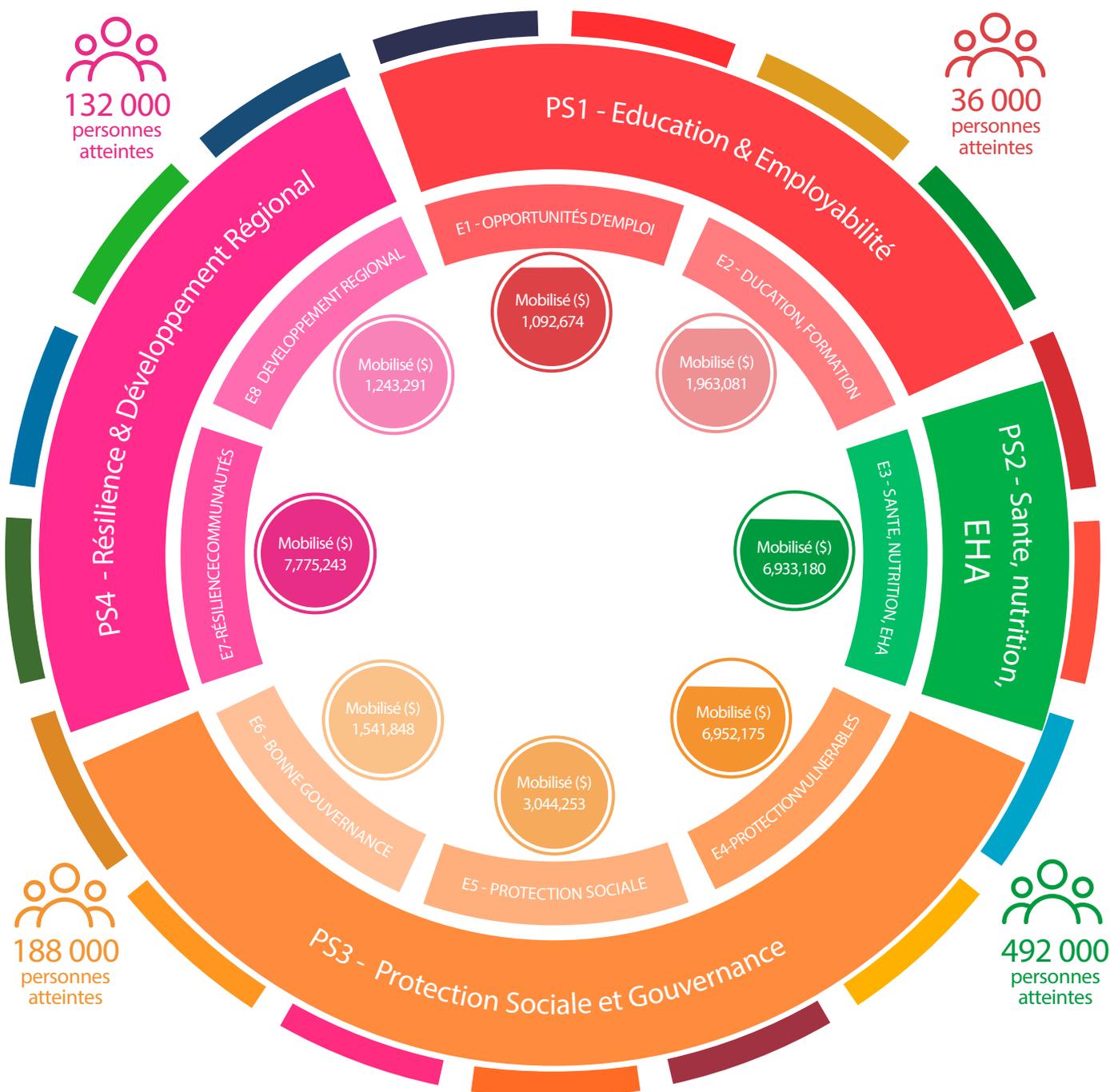
Mobilisé (\$) \$612,803



LES PRINCIPAUX RÉSULTATS PROGRAMMATIQUES EN 2020 (PNUAD)



PNUAD: ressources planifiées, mobilisées et mises en œuvre en 2020



PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1

Education et Employabilité



36,200
personnes
atteintes



60
femmes réfugiés
formées



32
femmes formées sur
le maintien de la paix



84
femmes ont reçu un
soutien financier



2,200
femmes ciblées par
l'alphabétisation



1,184
femmes dans
un programme
d'autonomisation



90
bourse d'étude
pour des jeunes



104
jeunes sensibilisés
sur les ODDs



Formulation du
plan d'action de
l'employabilité

Création du
registre des
emplois



21
jardins scolaires
réalisés

Programme CVC

21,860
adolescents
non-scolarisés

Agences participantes:
BIT, FAO, OIM, PNUD,
UNESCO, UNICEF, UNHCR



EFFET 1 : OPPORTUNITÉS D'EMPLOI

Planifié (\$) \$1,210,148



Mobilisé (\$) \$1,963,081



Mis en œuvre (\$) \$1,734,295



Mise en œuvre vs ressources disponibles



Bien que Djibouti ait connu une impasse de huit semaines en 2020 du à la pandémie de la COVID-19, les Nations Unies ont continué à promouvoir le renforcement des capacités individuelles pour un accès inclusif à des moyens de subsistance durable et à des opportunités d'emploi, surtout ciblant les femmes et les jeunes.

Quelques 3,000 femmes ont été autonomisées, aussi bien en milieu urbain que rural, par le biais de formations à l'entrepreneuriat (100 femmes, dont 65 en zones rurales), d'un soutien sous forme d'argent contre travail ou de subventions ou d'emploi (84 femmes), de programmes d'alphabétisation (2 200 femmes) et de formations aux opérations de maintien de la paix (32 femmes) afin d'accroître leur participation à la prise de décisions dans les institutions nationales, régionales et internationales. Quelque 42 projets ciblant 44 jeunes vulnérables (dont 28 femmes) ont débuté pour promouvoir leur autonomisation économique, en collaboration avec le ministère de la Femme et de la Famille (MFF) dans les cinq régions du pays. Par ailleurs, dans les trois villages de réfugiés Ali Addeh, Holl et Markazi, 540 réfugiés ont bénéficié d'une formation en entrepreneuriat, 82 activités génératrices de revenus ont été créées, et 246 bénéficiaires lauréats ont profité des transferts en espèces, en collaboration avec l'ADDS.

À Djibouti ville, 60 femmes réfugiées et de la communauté hôte ont bénéficié d'une formation en couture, coiffure, cuisine, ainsi qu'en entrepreneuriat, en collaboration avec le MFF et CASAF (Centre d'Action Sociale pour l'Autonomisation des Femmes). D'autres projets similaires ciblant 90 réfugiés (76 femmes) sont en cours de finalisation, en collaboration avec l'ONARS (Office National d'Assistance aux Réfugiés et Sinistrés).

Au total, 1,000 jeunes ont été ciblés à travers quatre programmes spécifiques. Par le biais du programme Generation Unlimited, 440 jeunes ont été formés dans un camp d'entraînement à la méthodologie du design thinking ; et cinq équipes ont été sélectionnées, dont des jeunes réfugiés et d'autres vivant avec handicaps. La première édition du Youth Leadership Programme, avec le soutien de



©IOM Djibouti

la société civile, a permis à 104 jeunes de s'informer sur les ODDs, à utiliser des outils d'innovation sociale pour recadrer et relever les défis sociaux qui leur tiennent à cœur, et de concevoir et mettre en œuvre des projets qui aideront leurs communautés. Les six équipes gagnantes (jeunes, femmes, personnes handicapées) ont été encadrées pour identifier les problèmes locaux et les aborder avec des solutions créatives et innovantes, notamment la lutte contre la COVID-19. Quelques 42 projets ont permis l'autonomisation économique des 44 jeunes vulnérables (28 femmes) en collaboration avec le Ministère de la Femme et de la Famille.

Les Nations Unies ont également soutenu la mise en place d'une plateforme numérique COVID-19 afin de promouvoir l'engagement communautaire pour la prévention, la réponse et la cohésion sociale, ainsi que la création d'un nouveau Chatbox qui fournit des conseils sur la COVID-19 dans les langues locales sur WhatsApp afin de s'assurer que personne ne soit exclu de l'accès à ces informations cruciales.

Les Nations Unies ont soutenu les autorités dans la formulation de la première stratégie nationale pour un développement inclusif du handicap et un décret a été promulgué pour promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées avec des quotas. Les Nations Unies ont aussi facilité l'octroi de bourses d'études à 90 jeunes afin d'améliorer leur employabilité avec le Ministère du Travail.

EFFET 2 : ÉDUCATION, FORMATION & EMPLOYABILITÉ

Comme dans de nombreux pays, le gouvernement de Djibouti a décrété la fermeture des écoles de mars à septembre 2020 en réponse à la pandémie de la COVID-19. La fermeture des établissements a nécessité de trouver des formes de communication alternatives pour dispenser l'enseignement.

Malgré le ralentissement de la scolarité, les Nations Unies ont pu soutenir la continuité de l'apprentissage des enfants et des adolescents en collaboration avec le ministère de l'Éducation et les partenaires du secteur, la planification et la mise en œuvre de la réponse à la pandémie. Grâce à ce soutien, l'enseignement et l'apprentissage à distance et à domicile ont été mis en place pour garantir une éducation pour tous. Après le déconfinement, les Nations Unies ont soutenu la campagne nationale de "retour à l'école" utilisant des approches de mobilisation sociale et de participation communautaire. L'intervention des Nations Unies a permis à 21 860 adolescents (10 638 filles) non-scolarisés et déscolarisés de développer leurs Compétences de Vie Courante (CVC) à travers d'une série de formations.

Les Nations Unies ont également contribué à la promotion de l'éducation des enfants réfugiés qui ont tendance à être laissés de côté en raison de difficultés diverses. En étroite collaboration avec le ministère de l'Éducation, des latrines ont été réhabilitées dans les écoles des villages de réfugiés, en tenant compte de l'égalité des sexes. Quelques 4 359 enfants réfugiés ont bénéficié de matériel d'enseignement et d'apprentissage. Dans le cadre du CRRF (Comprehensive Refugee Response Framework), le Ministère de l'Éducation, en septembre 2020 a adopté un décret intitulé "Djibouti High School Certificate" qui permet aux réfugiés de se présenter à l'examen du baccalauréat comme n'importe quel autre citoyen. Quelques 32 étudiants ayant terminé leurs études secondaires ont passé l'examen de baccalauréat, 22 l'ont réussi et sept ont pu s'inscrire à l'Université.



L'une des priorités clés du gouvernement de Djibouti consiste à disposer d'enseignants qualifiés dans les salles de classe pour améliorer la qualité de l'apprentissage pour tous les enfants. La continuité du programme de formation de 523 enseignants (197 femmes) a été soutenue à travers la fourniture d'appareils TIC et l'accès à internet. L'examen final a été entièrement réalisé en ligne, une première dans les cours de formation des enseignants à Djibouti. Un projet pilote « d'écoles primaires multigrades » pour résoudre le problème du manque d'enseignants et d'installations scolaires dans les zones reculées est en cours. Quelques 25 personnes du personnel administratif et universitaire du Ministère de l'Éducation Nationale ont été aidées pour améliorer leurs compétences en matière de TIC.

Une nouvelle initiative inter-agences a permis la réalisation de jardins scolaires dans 21 écoles modèle des zones rurales. Le succès de sa mise en œuvre a été mesuré par l'engagement accru des parents dans la gouvernance de l'école, l'amélioration de la nutrition parmi les écoliers, et l'apprentissage participatif et interactif entre les enseignants et les étudiants sur l'horticulture de base, la protection de l'environnement ou encore l'importance d'une alimentation équilibrée.

Les Nations Unies ont soutenu les autorités dans la préparation d'un programme intégré de développement de la petite enfance par la construction de deux centres modèles et la finalisation de trois guides pratiques destinés aux directeurs et aux gardiens de ces centres. Une approche holistique comprenant la santé, la nutrition, la protection de l'enfant et l'apprentissage précoce est nécessaire pour offrir un départ équitable dans la vie à chaque enfant à Djibouti.

Le plaidoyer des Nations Unies en faveur de l'équité a conduit à la validation officielle du programme d'éducation non formelle intitulé "Read-Write-Count" par le Ministère de l'Éducation, initialement développé et géré par les ONG partenaires à petite échelle. Ce programme sera étendu pour répondre aux besoins d'apprentissage des enfants non scolarisés ou n'ayant jamais été scolarisés de leur vie.

Les Nations Unies ont permis à 18 394 enfants vivant dans les cinq régions rurales de Djibouti, dont 45 pour cent étaient des filles, de bénéficier d'une alimentation disponible dans les cantines scolaires au cours du premier semestre de l'année. Depuis la rentrée scolaire 2020-2021, le ministère de l'Éducation a repris avec succès le programme des cantines scolaires.

Planifié (\$) \$2,529,648



Mobilisé (\$) \$1,963,081



Mis en œuvre (\$) \$1,734,295



Mise en œuvre vs ressources disponibles



88%

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2

Santé, Nutrition, Eau, Hygiène et Assainissement



491,831
personnes
atteintes



550 personnel sanitaire forme sur la prise en charge de la malnutrition

15,276 personnes cibles avec programmes contre la malnutrition

72 structures de prise en charge de la malnutrition soutenus



17,486 enfants de moins de 5 ans souffrant de pneumonie traitées

120,853 enfants 0-59 mois vaccinés contre la poliomyélite

321,483 enfants 6 mois-15 ans vaccinés contre la rougeole



25 sages-femmes formes sur la sensibilisation sur l'allaitement maternel exclusif

300 agents formes sur le dépistage des enfants malnutris dans les zones reculées

13,335 accouchements assistés par du personnel médical



94% des femmes enceintes séropositives ont reçus traitement antirétroviral (ARV)

100% des nouveaux nés des mères séropositives ont reçus des ARV

7,726 jeunes informés sur la santé sexuelle et reproductive

Plan Opérationnel
Multisectoriel de la
Nutrition Budgétisé

Plan National
quinquennal de la
Santé mis à jour et
lancé



25,455 réfugiés ont eu accès à l'eau potable

Agences participantes:
FNUAP, OIM, OMS, ONUSIDA,
UNICEF, UNHCR, PAM, PNUD



EFFET 3 : SANTÉ, NUTRITION, EAU HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT

Après le premier cas de COVID-19, signalé à Djibouti en mars 2020, le gouvernement a mis en place un ensemble rapide de mesures sanitaires visant à minimiser les risques de la pandémie. Les autorités ont mobilisé efficacement les moyens de santé civils et militaires pour faire face à la situation. En conséquence, le gouvernement a pu limiter les cas et les décès directs liés au COVID-19 en 2020. L'État a été obligé de réaffecter des ressources budgétaires des soins de santé primaires et secondaires à la COVID-19. La perte de revenus des ménages les plus pauvres a affecté leur capacité à payer les services médicaux et pharmaceutiques.

En dehors des taux d'infection et de mortalité, l'impact le plus important de la propagation de la COVID-19 a été la pression exercée sur les services de santé de première ligne. Seules les prestations essentielles étaient garanties pendant le confinement. Les restrictions de mouvement et la suspension des transports publics ont réduit l'accès aux services. Les citoyens ont commencé à éviter les centres médicaux en raison du risque perçu d'infection par la COVID. Certains établissements de santé ont été réaménagés pour accueillir les patients liés au COVID. La prévention et le traitement de maladies telles que le paludisme et la tuberculose ont été affectés, tout comme les systèmes de prévention et de gestion des cas, ainsi que la surveillance. Une intensification des activités de sensibilisation et des efforts communautaires a permis de minimiser certaines de ces inquiétudes.

Le paludisme est resté une préoccupation majeure en 2020, avec plus de 68 000 cas enregistrés, contre 49 000 cas en 2019. Le nombre de cas est susceptible d'avoir été beaucoup plus élevé, compte tenu de la perturbation des systèmes de surveillance entre mars et août 2020, et de la réticence des gens à se rendre vers les établissements de santé de peur d'être contaminés par le COVID. Les Nations Unies ont assuré une réponse au défi posé par les méthodologies de test rapide qui ont dû être modifiées lorsqu'il a été découvert que le vecteur avait des délétions du gène *pfhrp2/3* et n'était plus détectable par le système conventionnel. Du personnel spécialisé a été déployé et de nouveaux tests rapides ont été introduits pour répondre à cette préoccupation. L'Equipe-pays des Nations Unies s'est également mobilisée pour soutenir l'élaboration du plan national de lutte contre le paludisme, qui a introduit de nouveaux moyens de combattre la maladie,

notamment par la pulvérisation intra-domiciliaire (PID). L'achat d'équipement de pulvérisation et de produits chimiques, des 50 000 moustiquaires imprégnées (MILDA), des tests et d'autres matériels ainsi que le déploiement d'une expertise technique hautement spécialisée ont été effectués tout au long de l'année. Des efforts similaires ont été entrepris par l'ONU pour soutenir la réponse aux cas de chikungunya, de dengue et d'autres maladies tropicales.

Pendant le confinement, les chirurgies de routine et électives ont été suspendues, tandis que les soins critiques - tels que le dépistage et le traitement du cancer et la thérapie du VIH - ont connu des interruptions à haut risque. Les travaux relatifs à l'approche progressive visant à mieux comprendre la situation des maladies non transmissibles ont été reportés à une date ultérieure.

Les Nations Unies ont également continué à fournir un soutien pour l'adaptation des instruments de planification face à la pandémie. Le Plan National de Développement Sanitaire a été révisé, avec le soutien des Nations Unies, afin d'inclure des dispositions relatives aux urgences sanitaires.

Santé mère-enfant

Malgré l'interruption des services de la santé à cause de la COVID-19, les données du système d'information sanitaire du premier semestre 2020 montrent une couverture satisfaisante des services de santé de base mère-enfant. En effet, 13 335 accouchements ont été enregistrés durant les neuf premiers mois de l'année et 17 486 enfants de moins de 5 ans souffrant de pneumonie (sur les 19 800 prévus) ont été traités avec antibiotiques, ce qui montre les efforts consentis. Ces résultats ont été possibles car, en plus de plaider pour la continuité des services, les Nations Unies ont continué à renforcer le système de la santé, y compris les capacités du personnel, tout en respectant les mesures barrières. Le protocole des soins essentiels aux nouveau-nés a été révisé et un système de coaching a été mis en place pour renforcer les capacités des prestataires de santé dans l'ensemble des maternités du pays.

Les Nations Unies ont poursuivi la mise en œuvre des actions visant à l'amélioration de la qualité des services de santé de l'hôpital de Balbala avec un accent particulier sur la santé maternelle. Dix protocoles de soins pour la prise en charge de

Planifié (\$) \$9,405,054



Mobilisé (\$) \$6,933,180



Mis en œuvre (\$) \$5,650,890



Mise en œuvre vs ressources disponibles



cinq urgences obstétricales pourvoyeuses de la mortalité maternelle et néonatale évitables ont été élaborés. Parallèlement, les Nations Unies ont appuyé le gouvernement pour la réalisation d'un audit d'évaluation de la maternité et la néonatalogie en collaboration avec la Direction de la Santé Mère et Enfant (DSME) du Ministère de la Santé, conformément aux normes et standards préconisés par l'OMS. Le rapport d'audit avec les recommandations et un plan d'amélioration de la qualité des soins et d'organisation est à présent produit pour orienter les décisions du ministère de la santé.

Par ailleurs, 120 853 enfants de 0 à 59 mois ont été vaccinés contre la poliomyélite et 321 483 enfants âgés de 6 mois à 15 ans ont été vaccinés contre la rougeole pour lesquelles les Nations Unies ont fourni les vaccins et l'assistance technique. En matière de la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, 94% des femmes enceintes séropositives ont reçu un traitement par antirétroviraux (ARV) en 2020 alors que 100% des nouveaux nés de ces mères séropositives ont reçu des ARV.



Grâce à un appui des Nations Unies, l'hôpital de Balbala «Cheiko» a amélioré son système d'information sur la mise en place des dossiers des patients, des dossiers obstétricaux et néonataux ; et a élaboré un tableau de bord pour pilotage de la performance hospitalière générale et un autre pour la maternité et la néonatalogie afin d'avoir des données chiffrées pour la prise de décision. Quelque 47 professionnels de santé et cadres de cet hôpital des professionnels de la maternité de référence Dar Al Hanane ont eu une formation sur l'audit des décès maternels et néonataux ; une formation sur les soins obstétricaux et néonataux d'urgence et une formation sur l'organisation des soins, la gestion des médicaments, la qualité des soins et l'hygiène hospitalière ainsi que la gestion des déchets hospitaliers.

Grâce à l'action de promotion des Nations Unies, 7 726 jeunes (dont 4 200 femmes), ont bénéficié de la disponibilité des informations sur la santé sexuelle et reproductive. Le gouvernement djiboutien, appuyé par les Nations Unies, continue d'améliorer la qualité des services de planification familiale. Dans ce cadre, 30 sages-femmes, professionnelles des structures sanitaires, ont été formées sur les méthodes modernes de contraception ainsi que les protocoles de

planification familiale. Ainsi, 1000 nouvelles utilisatrices des méthodes de planning familial (PF) ont été identifiées et recrutées à travers l'extension du counseling de proximité en PF dans les centres de santé de la périphérie.

Nutrition

Les Nations Unies se sont engagées, en partenariat avec le Ministère de la Santé, à poursuivre les programmes de traitement de la malnutrition aiguë modérée et de prévention de la malnutrition chronique ou aiguë dans la capitale et les régions de l'intérieur pour 15 276 personnes en 72 centres et postes de santé. Ces programmes ont permis d'apporter un soutien nutritionnel à 11 970 enfants de 6 à 59 mois, à 8 232 femmes enceintes et allaitantes et à 1 372 patients tuberculeux. Les mesures de confinement liées à la pandémie de la COVID-19 ont eu un impact sur les activités nutritionnelles des Nations Unies qui ont été suspendues de mars à mai 2020. Cependant, l'impact de la COVID-19 sur les livraisons a été faible : pour la même cible, les stocks d'aliments fortifiés livrés en 2019 étaient de l'ordre de 385 tonnes métriques contre 379 tonnes métriques en 2020. Ça pourrait s'expliquer par la mise en place de mesures d'atténuation. En effet, les centres de santé étant fermés pendant un laps de temps, les Nations Unies ont utilisé la voie des distributions générales (GFD) pour atteindre les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes durant cette période.

En termes d'amélioration des pratiques alimentaires, les Nations Unies ont appuyé le démarrage de la mise en œuvre de la stratégie de promotion de l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant (ANJE) dans le pays. Les Nations Unies ont également renforcé la demande en adaptant les documents de communication en matière d'ANJE et en utilisant les réseaux d'acteurs communautaires pour le dépistage et la référence des enfants. Quelque 300 agents des comités de gestion communautaires (CGC) et du comité de santé (CS) ont été formés sur l'ANJE et le dépistage actif des enfants malnutris vivant dans les zones les plus reculées du pays. Ainsi les membres des CGC transmettent également les messages de sensibilisation sur les pratiques essentielles liées aux 1 000 premiers jours de vie. Quelques 200 agents de nutrition et 350 prestataires de santé ont été formés dans la gestion de stocks et sur le nouveau protocole de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère, respectivement, pour renforcer leurs capacités à délivrer un service de qualité à la population à Djibouti et dans les régions. Les Nations Unies ont également impulsé l'Initiative «Hôpitaux amis des bébés» qui porte sur la promotion de l'allaitement maternel exclusif dans les maternités. Dans ce but un pool de 25 formateurs de formateurs parmi les surveillantes et sages-femmes a été formé pour améliorer les capacités à leur tour de l'ensemble des prestataires en service dans ces maternités et mettre en œuvre la sensibilisation des mères sur l'allaitement maternel exclusif.

Le ministère, avec l'appui des Nations Unies, a mis à jour et validé la Politique Nationale de Nutrition 2020-2030 avec un Plan Opérationnel Multisectoriel budgétisé et le protocole de prise en charge de la malnutrition. Tout de même, le manque de partage de données par le Ministère de la Santé a posé des contraintes additionnelles à la mise en œuvre des activités de nutrition.

En matière de document national stratégique, le ministre de la santé a validé et lancé le nouveau Plan National Quinquennal de la Santé (PNDS 2020 - 2024) grâce à l'appui technique des Nations Unies.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

En matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, les approches programmatiques appropriées au contexte de Djibouti ont consisté au renforcement de l'environnement favorable au développement du secteur, l'autonomisation des communautés, la fourniture des équipements et services et le plaidoyer pour des ressources financières durables pour le secteur.

Pour informer les familles et améliorer leurs connaissances en comportements sains, hygiéniques et soins appropriés, des comités de gestion et des volontaires communautaires ont été mobilisés. Ils ont sensibilisé la population aux maladies et à la malnutrition des enfants, ainsi qu'à la promotion de pratiques familiales dans le domaine de l'hygiène, en

s'appuyant sur l'élan généré par la COVID 19. Il s'agissait notamment de promouvoir le lavage des mains au savon et l'utilisation de latrines. Afin d'éliminer la défécation à l'air libre dans les zones ciblées, des stratégies communautaires d'assainissement total ont été mises en avant.

Grâce à tous les travaux de réhabilitation et d'optimisation des systèmes de production et de distribution d'eau potable, le standard de dotation d'eau potable dans les villages de réfugiés d'Ali Addé et de Holl a été achevé. Quelque 25 895 réfugiés et demandeurs d'asile ont eu accès à l'eau potable à l'intérieur des villages de réfugiés, à savoir Ali Addeh, Holl-Holl et Markazi. En 2020, neuf sources d'eau existantes ont été réhabilitées, augmentant ainsi l'approvisionnement en eau dans les villages de la région sud. Les Nations Unies ont réalisé la réhabilitation et remise en service des puits Nakhal 1 et 2, remplacé près de 1 150 mètres de conduites d'amenées d'eau et installé 30 nouveaux robinets dans les 3 villages de réfugiés. Quelque 152 latrines familiales ont été construites dans les villages d'Ali Addé et de Holl-Holl au bénéfice de 1 004 réfugiés.



©UNICEF Djibouti

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3

Protection Sociale et Gouvernance



188,200 personnes atteintes

Elaboration de manuels pour l'identification et le référencement des victimes de traite



33,351 réfugiés bénéficiaires d'assistance alimentaire



186 cas de VBG (172 femmes) identifiés et pris en charge
3678 prestataires du VBG formés



537 migrants cibles par l'assistance au retour volontaire
3,300 migrants assistés au Centre d'Orientation et Assistance aux Migrants d'Obock

MGF



54,467 personnes sensibilisés sur l'abandon des MGF à travers 780 dialogues communautaires

Plus de 5,000 migrants ont transité par le site d'urgence d'Ar-Aoussa

764 filles sauvées des MGF



25 travailleurs sociaux formés sur la déontologie professionnelle en service sociale



3,662 enfants non-accompagnés et séparés assistés avec appui psychosocial, placement et réunification familiale

16,000 enfants réfugiés et hôtes ont bénéficié d'un espace amis des enfants

Agences participantes:
CEA, IOM ; PAM, PNUD ; UNFPA,
UNICEF, OHCHR, UNODC



EFFET 4 : PROTECTION DES GROUPES VULNÉRABLES

En 2020, les Nations Unies ont contribué à renforcer les mécanismes de protection de l'enfance, de protection sociale et de réponse aux violations des droits des enfants, à travers le renforcement des capacités des acteurs de la protection de l'enfant.

Les Nations Unies ont appuyé le gouvernement pour augmenter le taux d'enregistrement des naissances pour les nouveau-nés dans les centres de maternité et les séances de jugements supplétifs pour atteindre les enfants n'ayant pas d'acte de naissance. Pour ce faire, 40 agents d'état-civil ont été formés leur permettant d'enregistrer et délivrer les actes de naissances à 13 960 nouveau-nés dans le pays. De plus, les jugements supplétifs ont permis à 4 998 enfants d'obtenir leurs actes de naissance et à 7 287 adultes des cartes d'identité dans trois régions de l'intérieur.

Des Procédures Opérationnelles Standard (SOPs) sur la prise en charge psychosociale, un panel de détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant sont actifs. En partenariat avec le ministère de la Femme et de la Famille, les Nations Unies ont évalué le dispositif juridique national sur la protection de l'enfance et ont émis plusieurs recommandations dont la vulgarisation des décrets et lois clés auprès des acteurs de protection. L'élaboration de procédures pour identifier des solutions durables concernant l'assistance aux enfants vulnérables, y compris les enfants de la rue, a débuté. La révision des cadres législatifs prendra en compte la mise en place de solutions durables afin de permettre aux enfants les plus vulnérables d'avoir accès aux soins de santé, d'être éduqués et d'être intégrés dans le système de protection sociale. Les termes de référence du comité pour la détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant sont en cours d'élaboration, en coordination avec les partenaires concernés.

A la suite de l'établissement des brigades des mineurs de la Police Nationale en 2019, les Nations Unies ont apporté une expertise technique pour renforcer leurs capacités en matière de protection de l'enfance spécialisée et à renforcer leurs capacités logistiques (informatique et bureautique). Grâce à cet appui, 948 enfants en contact avec la loi ont été pris en charge par les forces de sécurité. Par ailleurs, 95 enfants victimes de violence (négligence, maltraitance, abus sexuel) ont bénéficié d'une prise en charge et d'un appui psycho-social grâce à l'appui octroyé en 2019 par les Nations Unies à travers le renforcement des capacités des assistants sociaux. Les protocoles pour l'orientation et le suivi des enfants migrants non accompagnés et / ou séparés est en cours de préparation et détaillera le

parcours de l'enfant depuis le premier contact avec un intervenant jusqu'à l'assistance fournie (sanitaire, sociale, éducative et juridique). Un total de 169 cas vulnérables (dont 13 filles), y compris 67 cas médicaux, ont bénéficié des services fournis dans le cadre du soutien à l'abri de nuit pour les enfants vulnérables, qui comprennent de la nourriture, des trousseaux de produits de première nécessité et des kits d'hygiène.

Par ailleurs, un accent particulier a été mis sur le renforcement des capacités communautaires par le biais des comités de protection de l'enfance grâce aux formations dispensées sur les techniques d'identification et référencement des enfants à risques. Ainsi, les Nations Unies ont appuyé la construction d'un espace amis des enfants dans le village de réfugiés à Holl-Holl permettant de toucher plus de 16 000 enfants des communautés réfugiées et hôtes. Enfin, dans le cadre des services de protection pour les enfants en mouvement dans les situations humanitaires, les Nations Unies ont soutenu 3 387 enfants en mouvement qui ont bénéficié de services de protection de l'enfant et d'appui psychosocial. De plus, 260 enfants non accompagnés et séparés ont bénéficié de placement familial et 15 enfants ont bénéficié de réunification familiale en Éthiopie. Des efforts ont également été faits, en coordination avec les acteurs clés, pour l'élaboration de manuels permettant l'identification et le référencement des victimes de traite.

La prévention et la réponse aux cas de violences basées sur le genre (VBG) au sein de la population réfugiée sont assurées en collaboration avec l'Union Nationale des Femmes Djiboutiennes (UNFD). Au total, 186 cas de VBG identifiés parmi les réfugiés (dont 172 concernent les femmes) ont été pris en charge par l'UNFD, avec le soutien du Système des Nations Unies. L'UNFD apporte un soutien légal aux survivantes, y compris les réfugiées, ayant besoin d'un suivi judiciaire et juridique. De plus, les capacités de 3678 prestataires de services VBG parmi des agents de la Police et de la Gendarmerie nationale, des comités VBG des villages de réfugiés, des partenaires œuvrant dans ces villages, ont été renforcées.

En partenariat avec le Ministère des Affaires Musulmanes et l'UNFD, les Nations Unies ont déployé des interventions de changement de comportement/social et d'engagement communautaire à travers des dialogues communautaires, grâce à un réseau de 60 chefs religieux et 33 CGC. Malgré l'interruption du programme communautaire durant la période de confinement, 780 dialogues communautaires ont



été organisés, touchant 54 467 personnes (20 389 hommes et garçons). Les Nations Unies ont appuyé 12 comités de surveillance habilités à effectuer des visites à domicile, à élaborer des stratégies de communication adaptées aux pratiques propres de leurs communautés, pour protéger les filles contre les MGF. En effectuant des visites à domicile et en instaurant un climat de confiance avec les familles, ces comités de surveillance ont rapporté avoir empêché que 764 filles ne soient des victimes de mutilations génitales. L'accord de partenariat signé avec la mairie de Djibouti en 2019 a permis aux conseils de quartiers de mener des séances de sensibilisation au sein de huit communautés de la capitale, ouvrant ainsi la voie à une extension des acteurs communautaires œuvrant dans la lutte contre les mutilations génitales et violences faites aux enfants.

Les Nations Unies ont contribué à améliorer la sécurité alimentaire de plus de 12 500 personnes vulnérables vivant dans les zones rurales des régions, à travers une assistance alimentaire durant les cinq mois les plus chauds de l'année, période à laquelle les moyens d'existence sont plus limités pour les plus vulnérables. Pour ce faire, les Nations Unies se sont appuyées sur le Registre Social National comme source fiable de ciblage des populations vulnérables. La collaboration avec le MASS a aussi été critique pour la sélection des épiciers-fournisseurs des aliments. Dans les zones reculées où la prévalence de la malnutrition aiguë était supérieure à 14 pour cent, les Nations Unies ont développé un programme de prévention qui prévoit une combinaison de distributions alimentaires générales (GFD) avec des aliments nutritifs spécialisés (SNF).

Depuis sa création, l'ONARS assure la protection et l'assistance aux réfugiés. Le soutien des Nations Unies a aidé à mettre en place un service d'enregistrement continu et de délivrance de documents d'identité aux réfugiés auprès de l'ONARS, qui apporte aussi un soutien légal en cas de besoin.

En raison de conditions de vie difficiles, les réfugiés continuent de dépendre fortement de l'assistance humanitaire. En 2020, 20 851 réfugiés et demandeurs d'asile vivant dans des villages de réfugiés ont reçu une assistance alimentaire et des services nutritionnels mensuels.

Grâce au soutien du SNU, une cellule migration a également été mise en place au sein de l'ONARS afin de faciliter la coordination autour des questions migratoires et porter assistance aux migrants les plus vulnérables. Les migrants qui empruntent la "route de l'Est" et transitent par Djibouti font face au manque d'eau et de nourriture et souffrent des températures extrêmes. Certains sont également victimes des naufrages qui ont fréquemment lieu dans le détroit de Bad-el Mandeb.

En 2020, au moins 3300 migrants ayant décidé de ne pas poursuivre leur voyage vers la péninsule arabique ou de retour du Yémen, ont reçu une assistance (abris, vivres, services sanitaires, articles non alimentaires) au sein du Centre d'Orientation et d'Assistance aux migrants (COAM) de l'OIM à Obock. Parmi ces derniers, 329 ont reçu une assistance médicale. Au total, 537 migrants ont bénéficié du programme d'assistance au retour volontaire et de réintégration en 2020. Ceci représente une baisse considérable comparé aux 4 220 migrants qui avaient bénéficié de ces mêmes services en 2019. En effet, malgré la réouverture des frontières en Éthiopie en juillet 2020, la pleine reprise des programmes d'assistance au retour volontaire et de réintégration est encore conditionnée à la capacité des autorités éthiopiennes et de leurs partenaires à recevoir les migrants éthiopiens en provenance de Djibouti. Face à l'évolution du contexte migratoire, en 2020, les Nations Unies ont appuyé l'ONARS à mettre en place un site de quarantaine d'urgence à Ar Aoussa dans la région d'Ali Sabieh. Depuis son ouverture en mai 2020, plus de 5 000 migrants ont transité par ce site où ils étaient testés au COVID-19 avant de regagner leur pays d'origine.



©PAM Djibouti

EFFET 5 : PROTECTION SOCIALE

Les Nations Unies, en collaboration avec le Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités (MASS), et à travers le Groupe de Partenaires de la Protection Sociale (GPPS) ont poursuivi l'appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de protection sociale à travers un renforcement des capacités des travailleurs sociaux et le renforcement du lien entre le programme de transferts monétaires d'un côté et la communication pour le changement de comportements, l'information et les services sociaux de l'autre. C'est dans ce cadre que la deuxième série de formations de 25 travailleurs sociaux – un corps nouvellement créé et à valoriser – a été dispensée sur la méthodologie d'intervention et la déontologie professionnelle en service social. La formation a été dispensée par les enseignants de l'Institut National du Travail et des Etudes Sociales (INTES) de la Tunisie dans le cadre de l'accord de coopération sud-sud avec la Tunisie facilité par les Nations Unies.

Le MASS, avec la participation de tous les acteurs sectoriels et communautaires, et l'appui des Nations Unies, a finalisé la stratégie nationale sur les pratiques sociales essentielles (PSE).

En milieu urbain, les Nations Unies ont apporté un appui opérationnel au MASS pour déployer

son système national de protection sociale – le Programme National Solidarité Famille (PNSF). Dans ce contexte, 3 990 ménages des communes de Balbala et Boulaos dans la ville de Djibouti ont reçu un transfert mensuel en espèces (CBT) d'une valeur de 45 USD chacun par le biais de bons électroniques. Ce transfert a pu être octroyé par l'intermédiaire de la plate-forme de gestion des bénéficiaires et des transferts intitulé SCOPE (System for Cash Operations - Système pour Opérations en Espèces), qui a permis aux bénéficiaires de récupérer leurs commodités par l'intermédiaire d'un réseau de 19 détaillants présélectionnés, injectant ainsi 1,32 million USD dans l'économie locale.

La Stratégie Nationale de Protection sociale a été adaptée par la loi du 23 Juin 2019, qui inclue le socle national de protection sociale. Ce socle constitue une innovation qui répond à une recommandation de l'OIT (202/2012) pour l'instauration de droits ou garanties visant une couverture universelle de la population, à prendre en charge progressivement sur le budget de l'Etat. Avec l'appui des Nations Unies, l'estimation des coûts du socle est quasiment achevée. Il apportera des réponses qui font passer l'appui aux populations vulnérables de l'assistance à l'inclusion socio-économique.

Planifié (\$)
 \$1,791,613



Mobilisé (\$)
 \$3,044,253



Mis en œuvre (\$)
 \$3,044,253



Mise en œuvre vs
 ressources disponibles



©FAO Djibouti

EFFET 6 : BONNE GOUVERNANCE

Planifié (\$)
 \$1,221,646



Mobilisé (\$)
 \$1,541,848



Mis en oeuvre (\$)
 \$1,455,356



Mise en oeuvre vs
 ressources disponibles



96%

En étroite collaboration avec le MASS ainsi que l'Institut National des Statistiques de Djibouti, les Nations Unies ont lancé le premier rapport sur l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle. Cet outil guidera l'action publique pour l'élimination de la pauvreté et en mesurera les progrès. Réalisé dans le cadre d'un processus participatif, il a réuni les instances gouvernementales et les partenaires au développement, ainsi que la société civile et le secteur privé. La cartographie de la pauvreté réalisée dans le cadre de cette étude permettra d'orienter de manière concrète et efficace la planification des politiques publiques à Djibouti pour les cinq prochaines années.

Malgré les défis et le changement des priorités qu'a connu l'année 2020, les Nations Unies ont continuellement apporté leur soutien au mécanisme national de suivi du statut des droits humains ainsi qu'au renforcement des capacités de ses institutions.

A travers une initiative pour une gouvernance digitalisée inclusive, les Nations Unies ont soutenu les efforts anti-corruption du gouvernement par l'élaboration et l'adoption d'un «Guide sur le contrôle interne au sein des ministères, entreprises et établissements publics : pour les gestionnaires et agents publics». Ce guide a permis de définir les rôles et responsabilités des entités publiques prenant part au système de gestion et contrôle. La Commission anti-corruption a pu, grâce au soutien du SNU, adopter une Stratégie ainsi qu'un Plan d'Action qui permettront à la fois de mobiliser des fonds et de mieux orienter ses activités.

Le Ministère de la Justice, avec le soutien des Nations Unies, a assuré l'organisation et la tenue de cours de justice mobiles en région permettant aux citoyens d'accéder à la justice dans les régions jusqu'en mars 2020. Ceci a permis de soutenir l'accès à la justice des personnes vivant dans les zones les plus reculées. Plusieurs séances de formations, y compris sur les droits humains, ont été fournies aux stagiaires de l'Ecole Internationale de Perfectionnement à la Pratique de la Police Judiciaire.

L'engagement du SNU avec les acteurs de la justice pénale (police, gendarmerie, garde côtes, Ministère de la Justice, Ministère de l'Intérieur, magistrats), a permis d'identifier les problématiques que ces institutions rencontrent en termes de lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants. Les Nations Unies ont également mené une évaluation de la législation relative aux crimes susmentionnés afin d'analyser les différentes provisions et leurs conformités avec les cadres légaux et standards internationaux. Le SNU a aussi développé un curriculum de formation sur la traite et le trafic afin qu'il soit intégré de manière durable dans les programmes de formation des académies de formation de Gendarmerie et de Police. Enfin, en partenariat avec CIVIPOL, les Nations Unies ont entamé le développement de procédures opérationnelles standards visant à renforcer la coopération entre les forces de l'ordre et les procureurs dans les affaires de traite des personnes et de trafic illicite de migrants.



©PAM Djibouti

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4

Résilience & Développement Régional



131,632
personnes
atteintes



48,240
personnes ont eu
accès à l'eau
en milieu rural



12,570
personnes engagés
en projets de
nourriture pour
l'agriculture



9,000
personnes ont
bénéficié de
formations techniques
et professionnelles



Sécurité alimentaire
améliorée pour
12,570 personnes

Agences participantes:
FAO, OIM, PAM, PNUD, UNHCR



EFFET 7 : RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS

Planifié (\$)
 \$8,182,512



Mobilisé (\$)
 \$7,775,243



Mis en œuvre (\$)
 \$6,974,425



Mise en œuvre vs
 ressources disponibles



Les Nations Unies ont réalisé des activités qui ont permis de renforcer la résilience des communautés vulnérables par un accès à l'eau potable pour 48.240 personnes en milieu rural, pour leurs animaux et leurs cultures végétales grâce à la réhabilitation ou la construction d'infrastructures hydrauliques (neuf puits, 14 réservoirs d'eau et neuf points d'eau). Quelques 49 830 personnes ont bénéficié de la réhabilitation de 212 hectares de cultures et de productions agricoles; du restockage de 4 000 têtes de caprins par rapport aux animaux i perdus à la suite des sécheresses, des invasions de criquets et/ou de maladies. Le suivi sanitaire des cheptels d'animaux a été effectué ainsi qu'une assistance alimentaire pour la création d'actifs (12 558 personnes) et de distribution de bois de chauffe et de kérosène (26 006 personnes) pour la cuisson.

A travers des activités d'assistance alimentaire pour les actifs (FFA), le SNU a contribué à améliorer la consommation alimentaire de 12 570 personnes vulnérables (53% femmes), ce qui correspond à une augmentation de 79% par rapport au nombre prévu de bénéficiaires. L'ajout de 748 ménages (4,488 personnes) de petits exploitants agricoles au programme a été concrétisé pour compenser l'impact négatif sur leurs moyens de subsistance de deux invasions de criquets pèlerins et des restrictions

liées au COVID-19. Ces interventions visent également à renforcer les actifs communautaires et les moyens de subsistance, qui améliorent au fil du temps la résilience, notamment face aux catastrophes.

Dans l'objectif de plaider pour l'intégration des migrations, environnement et changement climatique (MECC) dans les politiques, des études sur l'environnement et le changement climatique ont été menées. Un examen documentaire a été effectué pour identifier les points d'entrée pour la formulation des politiques de MECC, en ciblant notamment l'exode rural, les mouvements des zones rurales vers les zones urbaines et les flux transfrontaliers vers Djibouti. Les études prévues aideront le gouvernement de Djibouti à intégrer les considérations liées à la migration environnementale dans les plans existants de réduction des risques de catastrophe (RRC - DRR) et autres (y compris les plans de développement régionaux) en mettant un accent particulier sur son impact sur les femmes et les filles. Une étude de terrain a également été réalisée pour mesurer l'impact du changement climatique sur l'environnement et les populations résidant dans la localité de Fantaheero dans la région d'Obock.



©FAO Djibouti

EFFET 8 : DÉVELOPPEMENT DURABLE DES RÉGIONS

Les Nations Unies ont fourni une assistance aux populations rurales vulnérables pour un accès à la terre, à l'eau, aux pratiques de conservation et gestion des ressources naturelles dans les zones rurales. Les réalisations ont porté sur la conduite des pratiques agricoles et la formation in-situ sur la conduite des cultures associées. Ainsi, 9 000 personnes ont bénéficié de l'assistance alimentaire, la confection de trous pour la plantation des arbres fourragers, les réalisations de compostières pour la fertilisation du sol, la distribution des intrants agricoles comme les semences légumières et fourragères, des sessions de formations sur la pratique des productions des arbustes sur pépinière, et l'assurance de la protection des plants des arbustes, leur entretien et la taille de formation pour l'obtention de plants vigoureux.

Les Nations Unies ont par ailleurs contribué à l'amélioration de la mobilisation des eaux et de la régénération du couvert végétal. Ainsi, 16 parcours pastoraux dans plusieurs secteurs dans le pays ont été mis en défens pour faciliter leur préservation et régénération. Les interventions ont aussi permis d'améliorer les productions agricoles des agropastoralistes bénéficiaires grâce à la production de 3 000 plants d'Acacia nilotica.

Le SNU a fourni une assistance directe à 16 380 personnes en situation d'insécurité alimentaire dans les communautés rurales qui ont été affectées par les inondations et l'invasion acridienne, entre janvier et septembre 2020. Les capacités de production des agropasteurs bénéficiaires ont été restaurées par l'achat et la distribution de 20 rouleaux de filet anti-

chaleur à 120 personnes dans les régions d'Arta, d'Ali-Sabieh, de Dikhil et de Tadjourah, 200 kits de micro-irrigation de 200 m² chacun ont été octroyés à 1 200 personnes des régions d'Arta, d'Ali-Sabieh, de Dikhil et de Tadjourah, 12 motopompes pour 72 personnes dans les régions d'Arta, de Dikhil et de Tadjourah, 160 kg de semences de légumes à 1 800 personnes dans les régions d'Arta, d'Ali-Sabieh, de Dikhil et de Tadjourah, 1 100 kg de semences fourragères à 1 800 personnes dans les régions d'Arta, d'Ali-Sabieh, de Dikhil et de Tadjourah, et 150 tuyaux d'arrosage flexibles pour 900 personnes dans les régions d'Arta, d'Ali-Sabieh, de Dikhil et de Tadjourah. Parmi les actions, neuf puits pastoraux ont été réhabilités pour 4 320 personnes dans les régions de Tadjourah (cinq puits) et Obock (quatre puits), 14 pompes solaires immergées pour l'agriculture ont été achetées et distribuées à 84 personnes à Ali-Sabieh (quatre pompes), Dikhil (six pompes) et Tadjourah (quatre pompes), 3 600 sacs de son de blé ont été distribués à 6 000 personnes pour nourrir leurs animaux pendant une période de trois mois dans les régions d'Ali-Sabieh et Dikhil, et 450 tuyaux en PVC pour l'irrigation d'un hectare des périmètres agricoles ont été distribués à 84 personnes dans les cinq régions de l'intérieur.

Par ailleurs, entre janvier et septembre 2020, un total de 61 260 personnes, y compris celles indirectement ciblées, ont été assistées en restaurant les capacités de production et en préservant les moyens de subsistance liés aux animaux dans tout le pays.



©FAO Djibouti

RÉSULTATS DU UNCT TRAVAILLANT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE : COHÉRENCE, EFFICACITÉ ET EFFICIENCE

En 2020, dans l'esprit de la réforme de l'ONU, l'Equipe-Pays des Nations Unies à Djibouti a développé plusieurs approches pour stimuler l'obtention effective de résultats conjoints dans la poursuite des ODD, dont la mise en œuvre a été largement entravée par la nécessaire focalisation sur la gestion de la crise COVID-19.

Planification et coordination

Alors que le Plan de Réponse COVID-19 a été rapidement mise en œuvre, la plupart des agences des Nations Unies ont connu des retards dans la mise en œuvre du programme "régulier". La collecte des données nécessaires à l'évaluation et à la réponse, ainsi qu'à la planification a également constitué un défi. Des retards considérables ont été enregistrés en raison des mesures de confinement, de la disponibilité limitée du gouvernement à fournir des données et une coordination en temps voulu. Le déploiement par l'Equipe-Pays des Nations Unies de l'expertise - à la fois interne et externe - nécessaire pour les processus de soutien, a également été limité en raison du COVID.

Le travail conjoint autour du plan de réponse COVID-19 dirigé par le gouvernement, l'évaluation de l'impact socio-économique, le plan de développement national (qui comprend une réponse de rétablissement COVID sur deux ans) et le plan national de vaccination COVID représentent des exemples majeurs de collaboration inter-agences en soutien aux priorités nationales.

Le Equipe-Pays des Nations Unies a aussi mené des discussions approfondies en 2020 afin de convenir de la structuration du processus de l'Analyse commune de Pays (CCA) qui a finalement été lancé au début de 2021. Une réflexion a été initiée sur la méthodologie d'alignement du PNUAD avec le nouvel instrument de planification au développement des Nations Unies, le UNSDCF. En outre, la mise en place du Réseau des Nations Unies sur les Migrations a permis d'identifier les besoins essentiels à la réalisation des ODD liés aux questions de migration. Des efforts similaires ont été déployés pour examiner les questions liées aux réfugiés dans le contexte du CRRF.

L'équipe de gestion du changement a réussi à organiser des réunions régulières et ad hoc selon les besoins. Une équipe de crise a été activée dès le début de la pandémie pour identifier et mettre en œuvre des mesures

visant à assurer le bien-être du personnel et à répondre aux préoccupations sécuritaires.

Business innovation

L'équipe pays a entamé le développement du Business Operating Strategy - BOS 2.0 (2021 - 2024), premier de sa génération à Djibouti, à travers d'un processus consultatif parmi les agences, dans le but ultime de soutenir la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation efficaces des programmes et de rendre compte des opérations communes. La pandémie, qui a occasionné l'activation du BCP (Business Continuity Plan) pour toutes les agences, avec la présence d'un nombre minimal de personnels dans les bureaux, a retardé la finalisation du BOS 2.0, qui a été conclu en mars 2021.

Par ailleurs, dans les processus conjoints au niveau opérationnel pour l'Equipe-Pays des Nations Unies, une enquête relative à l'évaluation du coût de la vie et des conditions de travail sur le plan local a pu être finalisée avec la Commission de la Fonction Publique Internationale. Une autre enquête relative aux niveaux de revenus des fonctionnaires des Nations Unies recrutés sur le plan local est en cours.

Suivi et Evaluation

Le Groupe de suivi et évaluation des Nations Unies a continué à se mobiliser, même si à distance, pour soutenir la réponse d'urgence à la COVID-19 en priorité. Le groupe a collecté les données et informations nécessaires avec des outils développés dans ce contexte afin de refléter les besoins et contributions financiers de la réponse, les domaines d'intervention et ainsi soutenir le gouvernement dans l'élaboration du plan de réponse.

En parallèle, les efforts du groupe ont porté également sur le lancement de la plateforme numérique UNINFO et son utilisation au niveau du pays, impliquant des formations et du travail d'alimentation de la plateforme en conséquence.

Les Nations Unies ont amorcé en 2020 un important processus de soutien d'un mécanisme national de suivi-évaluation. Cet engagement devrait pouvoir non seulement doter le PND d'un cadre rigoureux de suivi, mais aussi institutionaliser ces processus au sein des différents départements de l'administration publique.



Communication et plaidoyer

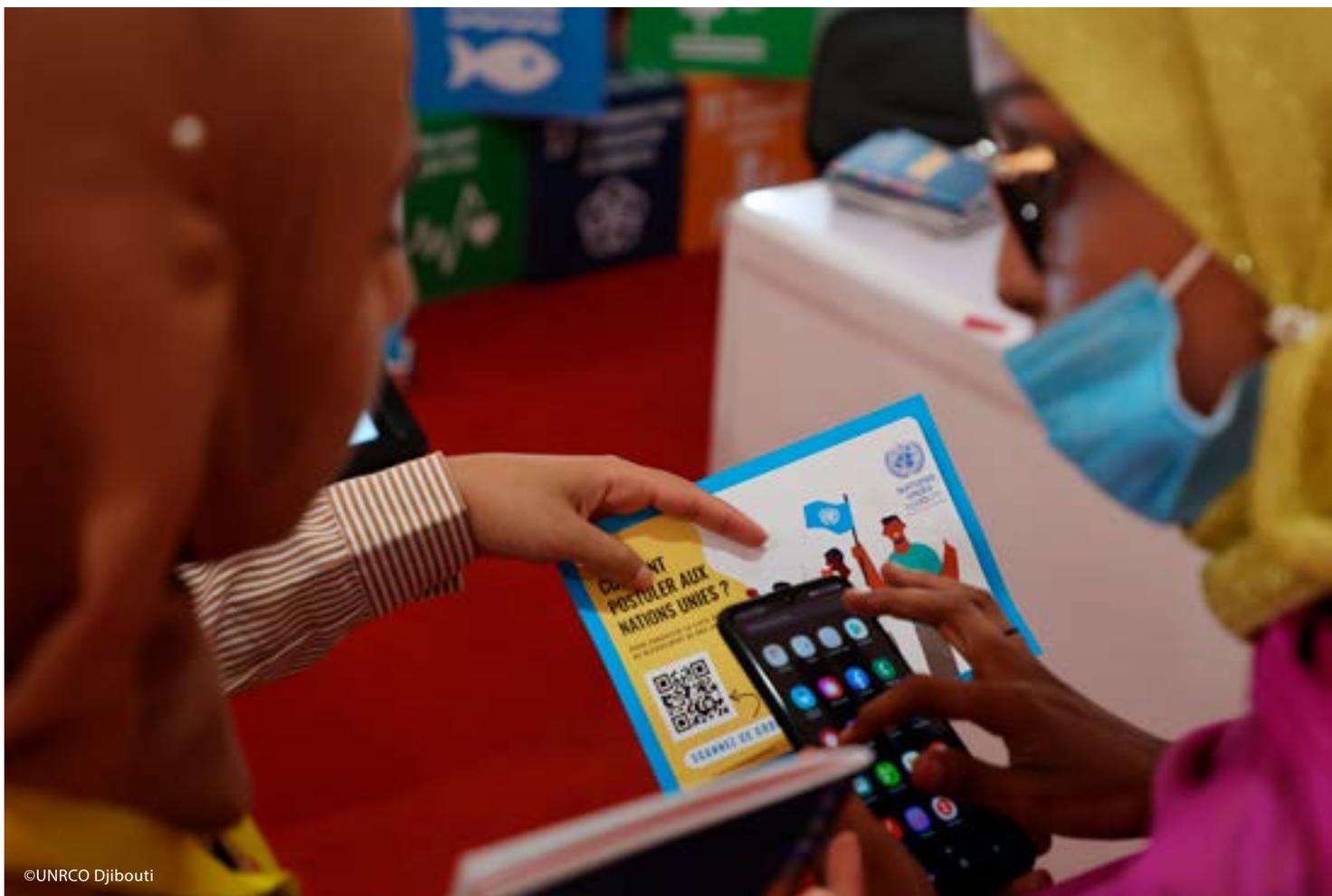
Les activités communes de l'équipe de communication en 2020 ont tourné autour de multiples engagements principalement liés à la réponse au COVID, au 75ème anniversaire des Nations Unies (ONU75) et aux célébrations de la journée du volontariat.

L'équipe a multiplié les engagements en ligne compte tenu des restrictions imposées par la pandémie. Elle a réussi à lancer le premier site web de l'ONU à Djibouti (<https://djibouti.un.org>) et à accroître la présence dans les médias sociaux en publiant des informations sur les pages dédiées de Facebook (de 2 700 à 5 000 utilisateurs au cours de l'année) et de Twitter (de 100 à 3,200 followers). Ces canaux ont servi à promouvoir l'Agenda 2030 et les ODD, ainsi que le travail collectif de l'ONU, tant dans le pays que dans le monde.

Un effort conjoint de plaidoyer a été mené pour assurer un message harmonisé pour la prévention du COVID, en soutien aux autorités sanitaires. Au total, 15 rapports de

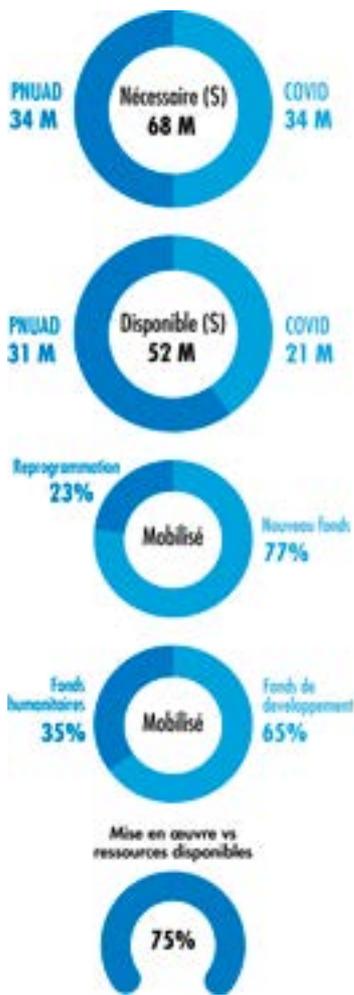
situation décrivant la situation et la réponse des Nations Unies à la pandémie ont été publiés tout au long de l'année. Une session télévisée "Dere talk" a été organisée et transmise en direct, en présence des Ministres des Affaires Etrangères et des Finances, de la Coordinatrice Résidente et d'autres collègues de l'ONU pour discuter avec le public de la situation du COVID-19 et de son impact sur les secteurs de la santé et de l'économie à Djibouti. En interne, une réunion mensuelle avec l'ensemble du personnel de l'ONU a été mise en place, afin de garantir un espace de discussion sur les mesures mises en place pour endiguer la pandémie au sein de la famille onusienne.

L'Equipe-pays des Nations Unies à Djibouti s'est engagée dans l'initiative phare mondiale ONU75 pour recueillir l'opinion publique et les solutions aux défis mondiaux. L'équipe a mené une série de trois conversations autour du 'Futur que nous voulons' avec des jeunes; avec des personnalités de haut niveau autour du multilatéralisme et avec un groupe d'agriculteurs autour de la sécurité alimentaire. La Coordinatrice Résidente a aussi lancé une vidéo (vue par 61 000 spectateurs) pour sensibiliser le grand public à la campagne et au sondage en ligne qui a permis de recueillir les priorités des personnes interrogées pour l'avenir, leur perception des obstacles à la réalisation de ces priorités et le rôle que joue la coopération mondiale dans ce domaine.



©UNRCO Djibouti

APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES



En 2020, l'ONU a réussi à mobiliser collectivement un total de 51,9 million USD, tant pour la programmation du développement liée au PNUAD que pour les interventions liées au COVID-19 et à l'humanitaire, contre 58,1 million USD en 2019. La plupart des fonds (60%) ont été collectés par le biais des ressources mises à disposition par les donateurs bilatéraux et multilatéraux, ainsi que par les ressources ordinaires de l'ONU (30%) et des "fonds verticaux" (10%).

Quelques 11 746 286 USD ont été réaffectés des interventions de développement à la réponse du COVID tout au long de l'année, compte tenu de l'évolution des priorités. Les interventions affectées, basées sur des projets, sont restées la forme la plus dominante de financement des gouvernements et des Nations Unies pour les activités programmatiques des Nations Unies, mises en œuvre par des agences des Nations Unies individuelles ou conjointes.

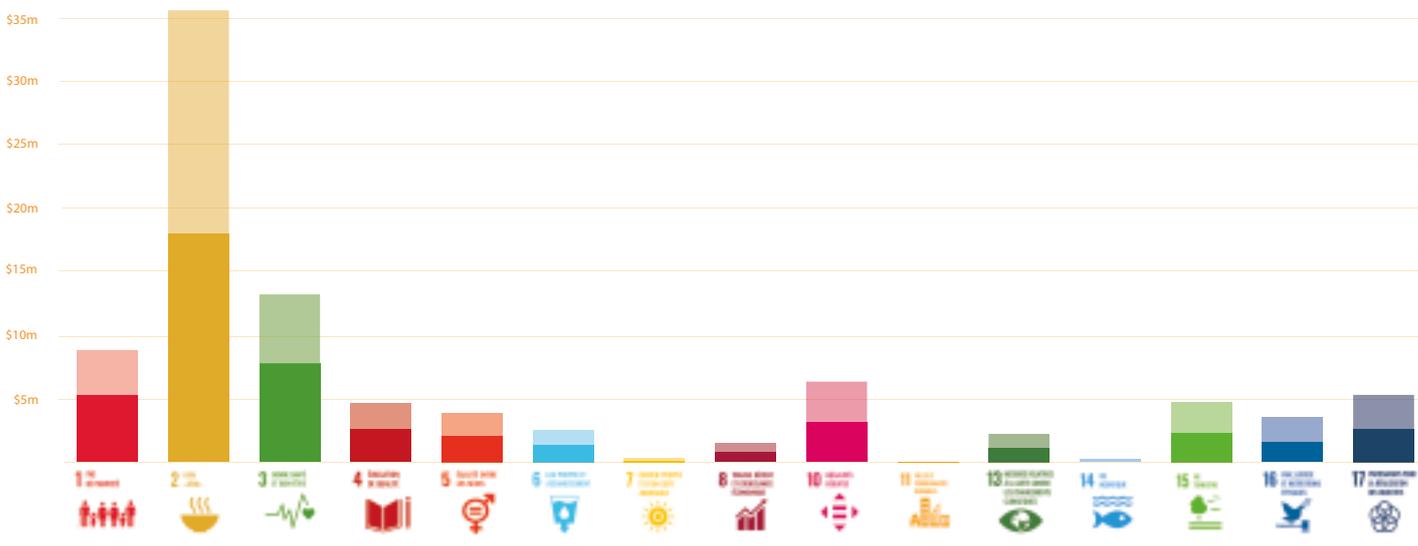
L'Equipe-pays des Nations Unies a identifié collectivement des priorités à soumettre au fonds/guichet de financement des ODD des Nations Unies (944,000 USD), au fonds fiduciaire COVID des Nations Unies (382,000 USD), et au fonds fiduciaire pour les migrations (priorité initiale, mais sans succès). L'Equipe-Pays a déployé une stratégie de mobilisation de ressources financières additionnelles au niveau des Fonds d'Affectation thématiques ouverts notamment pour le renforcement de l'atteinte des ODDs et de l'atténuation de l'impact social de la COVID19. Dans la même veine, l'Equipe-Pays des Nations Unies a systématiquement privilégié une approche de mobilisation des ressources communes ciblant les fonds thématiques principaux au niveau global

et a élaboré des propositions conjointes pour solliciter notamment le 4ème appel du Fonds des Nations Unies pour les droits des personnes à besoins spéciaux (UNPRWD) et le Fond thématique pour la sécurité humaine (UNTFHS). Ces exercices représentent un changement majeur dans l'effort de l'Equipe-Pays pour s'engager collectivement sur les priorités et passer d'un engagement basé sur les projets et les agences à un engagement plus lié aux priorités en vue de la réalisation de l'agenda 2030 et des ODD.

Une campagne de financement participatif intitulée "Rising Djibouti" pour aider les femmes et les hommes de Djibouti à surmonter et à se remettre de la pandémie de COVID-19 a permis la levée de 2.9 millions USD émanant de fonds externes et internes.

Financement du développement

Afin d'accélérer la formulation du PND sensible aux ODD, l'Equipe-Pays des Nations Unies a soutenu le gouvernement dans l'intégration de l'agenda 2030 dans le plan national et dans l'établissement de systèmes budgétaires efficaces dans le cadre du PND



Ressources nécessaires et mobilisées par ODD

pour l'accélération des ODD. A ce titre, le programme conjoint de l'Equipe-Pays financé à travers le SDG Trust Fund aidera Djibouti à établir, développer et maintenir de nouveaux systèmes et mécanismes de financement. Ça pourra attirer les investisseurs nationaux et internationaux pour la réalisation du PND à travers un exercice d'estimation du cadre national intégré de financement, se focalisant sur les dépenses des secteurs sociaux, y compris le secteur de la protection sociale contributive, afin de couvrir le coût total du socle national de protection sociale.

Le SNU a proposé cet instrument au gouvernement sur la base des meilleures pratiques régionales, y compris les modèles d'évaluation du financement du développement (DFA) et de l'INFF (Integrated National Financing Frameworks – Cadres de financements nationaux Intégrés). Dans ce cadre, les Nations unies prévoient de développer les cartes d'investisseurs des ODD, avec le soutien du Centre international d'Istanbul pour le secteur privé dans le développement (IICPSD) du PNUD, comme outil de choix pour suivre et mobiliser les investissements du secteur privé pour le développement durable. Outre les cartes d'investisseurs, l'équipe de pays des Nations unies a fait avancer les discussions avec le gouvernement pour établir le Fonds national pour le climat (NCF), ciblant la gestion des ressources en eau. Le NCF est un outil de financement essentiel pour assurer l'accélération des ODD et contribuer à la réduction des risques pour les investissements du secteur privé.

Les cartes d'investisseurs pourront contribuer à l'identification des domaines dans lesquels le financement privé peut contribuer à la reprise et au développement en cas de crise, en utilisant un langage convivial pour les investisseurs, des solutions concrètes et les points de vue des secteurs public et privé.

En termes de mécanismes de financement innovants, l'équipe de pays des Nations Unies a mobilisé des ressources financières auprès de la Banque Islamique de Développement (BIsD) pour exploiter le financement des ODD par l'investissement dans le macrofinancement des micro et petites entreprises locales. Les fonds seront utilisés pour démultiplier les projets de micro-financement avec le coopérative d'épargne et de crédit de Djibouti (CPEC) et le développement de la capacité des institutions financières privées à proposer des services financiers aux MPME.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, financé par le Fond d'Affectation Spéciale Multipartenaires pour la réponse et le relèvement de l'ONU COVID-19, la priorité a été donnée à l'identification des bénéficiaires et au développement d'une plateforme de coordination entre les organisations travaillant dans le domaine de l'agriculture et de l'autonomisation des femmes, qui sera développée avec les autorités nationales. Le processus d'identification des bénéficiaires a permis d'identifier les micros et petites entreprises existantes ou naissantes dirigées par des femmes et celles contribuant à l'écologisation de l'économie. Les agences bénéficiaires du projet ont développé une cartographie des initiatives en cours dans le domaine de l'agro-business qui a été partagée avec le Ministère de l'Economie, des Finances et des Industries (MEFI) et la Banque Mondiale. Cette matrice soutiendra la maximisation de l'impact des interventions pour une reprise socio-économique post COVID-19 plus verte et plus forte et accélérer l'achèvement de l'Agenda 2030.

Dans le cadre de la réponse aux catastrophes naturelles, la réponse d'urgence a été prise en charge par le guichet de réponse rapide du CERF à deux reprises (sous financement des urgences et guichet de réponse rapide) et d'autres sources de financement, y compris de la Banque mondiale.



©PAM Djibouti

LES PRIORITÉS DE 2021 DE L'ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES

En 2021, le savoir-faire collectif de l'Équipe-pays des Nations Unies sera mobilisé pour intégrer la réponse à la COVID-19 et les activités 'régulières', tout en s'assurant que personne ne sera laissé pour compte. Le système des Nations Unies visera à soutenir de manière efficace et cohérente les efforts du gouvernement djiboutien, dans la réponse aux urgences, autant que pour accélérer la réalisation des ODD.



Mise en œuvre des ODDs

Le SNU assurera une contribution proactive à la paix et à la stabilité sociale/politique par la promotion du développement durable, et du soutien à la croissance inclusive, en vue de renforcer la résilience afin que le pays reste sur la voie de l'agenda 2030. Le travail de l'équipe pays continuera à fournir des conseils pour intégrer les ODD dans sa stratégie nationale de développement, avec une approche basée sur les droits de l'homme et sensible au genre.

L'Équipe-pays soutiendra le gouvernement lors de la réalisation de son premier Examen national volontaire (ENV/VNR) en s'assurant de l'intégration de l'impact de la COVID-19 et de sa réponse nationale, et utilisera ces processus pour identifier des solutions intégrées afin d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au cours de la Décennie d'action.

Une analyse commune du pays prenant en compte les risques majeurs et les conflits potentiels et ouverts, et intégrant les principes de l'approche basée sur les droits de l'Homme, le principe «ne laisser personne de côté» et la perspective du Genre sera finalisée par l'équipe-pays des Nations Unies.

En 2021, le PNUAD existant (2018/2022) sera évalué et transformé en un UNSDCF, conformément aux directives du cadre de coordination des Nations Unies. Il sera également aligné, dans son calendrier et sa substance, sur le plan de développement national de Djibouti (Djibouti ICI, 2020-2024) et sur la base des résultats de l'évaluation du PND (le SCAPE) déjà achevé.

Les indicateurs nationaux seront alignés sur les indicateurs des ODD et classés par ordre de priorité, au cœur desquelles se trouvera le renforcement des capacités nationales de collecte et d'analyse des données statistiques sur les ODDs.



Financement et partenariats stratégiques

Le soutien de l'Équipe-pays visera à garantir que les priorités nationales de développement et les ODD soient au cœur de toutes les politiques de financement, y compris les budgets nationaux et l'aide internationale. L'Équipe-pays s'associera au gouvernement pour mobiliser des ressources supplémentaires alignées sur les priorités nationales de développement et les ODD. Des efforts en faveur de réformes politiques et institutionnelles seront été mises en œuvre pour mieux intégrer la planification et le financement, et des actions à moyen terme seront articulées pour augmenter davantage le financement des priorités nationales de développement et la réalisation de l'Agenda 2030, y compris à travers la finalisation de l'INFF.



Ne laisser personne de côté

L'Équipe-pays des Nations Unies facilitera l'engagement du gouvernement auprès des mécanismes des droits de l'homme des Nations Unies ainsi que l'accès à la connaissance des normes et principes internationaux. Elle soutiendra l'intégration des droits de l'homme et la perspective du genre dans les plans et politiques de développement nationaux afin de s'assurer que les situations des catégories vulnérables soient inscrites au cœur des politiques et de l'action publiques.

Le SNU soutiendra le gouvernement, par le biais du Réseau des Nations Unies sur les migrations (UNMN), dans la mise en œuvre, le suivi et l'examen du Pacte Mondial sur les Migrations, et par le biais des mécanismes CRRF, dans la réalisation des engagements concernant l'intégration des réfugiées dans les différents aspects de la vie sociale et économique du pays.

✓ — Priorités
✓ —
x — sectorielles

Dans le domaine de l'éducation et l'employabilité, l'Equipe-pays se concentrera sur des mécanismes de mobilisation de ressources pour aider le gouvernement, les populations, notamment les plus vulnérables à se relever de la pandémie. En matière d'éducation, le SNU va soutenir le système éducatif national pour offrir une éducation de qualité, innovatrice et inclusive aux enfants.

Les Nations Unies poursuivront leurs objectifs de renforcer les systèmes de santé, d'eau, d'hygiène et d'assainissement nationaux. En effet, le système d'assurance santé prévoit de tendre vers une couverture universelle pour laquelle les Nations Unies fournissent l'appui nécessaire. Pour l'année 2021, les Nations Unies mèneront des campagnes de promotion sur l'ANJE et IHAB (Initiative Hôpitaux Amis des Enfants) à l'échelle nationale.

Les entités des Nations Unies poursuivront le renforcement des institutions nationales afin de permettre à la population

d'avoir accès à la justice tant dans le milieu urbain que rural. Les populations vulnérables seront soutenues pour subvenir à leurs besoins en aliment et articles non-alimentaires à travers le système de protection sociale existant. La protection des migrants, des enfants de rue et des enfants non-accompagnés et la lutte contre les VBGs et les MGF continuera à figurer parmi les priorités de l'année 2021. Également, les plaidoyers en faveur des Droits de l'Homme sont maintenus dans les priorités, notamment en termes de renforcement institutionnel.

Les criquets pèlerins demeurent une priorité pour les agences des Nations Unies qui planifient de fournir une réponse urgente à cette crise, qui va bien au-delà des frontières nationales. Les interventions en faveur de la protection de la biodiversité marine continueront à être parmi les priorités, ainsi que l'accès à l'eau potable, à l'énergie, la diversification des moyens de subsistance, le développement de l'agriculture et l'accès à une alimentation dans les écoles. Les Nations Unies appuieront aussi le gouvernement djiboutien dans la gestion des sols et de l'eau et la réduction de la vulnérabilité dans les zones de pêches côtières.



©PAM Djibouti

SIGLES ET ACRONYMES

AfDB	Banque Africaine pour le Développement (en anglais : African Development Bank)	EHA	Eau, Hygiène et Assainissement (en anglais : WASH)
AGVI	Alliance Globale pour les Vaccins et l'Immunisation (en anglais-GAVI : Global Alliance for Vaccines and Immunisation)	ENV	Examen national volontaire (en anglais : VNR-Voluntary National Review)
AIEA	Agence Internationale de l'Énergie Atomique	EPP	Équipement Protectif Personnel (en anglais : PPE-Personal Protective Equipment)
AJSL	Allocation Journalière de Subsistance (en anglais : DSA-Daily Subsistence Allowance)	EPU	Examen périodique universel (en anglais : UPR-Universal Periodic Review)
AMCC	Alliance mondiale de changement climatique	ETFP	Politique nationale de l'enseignement et la formation techniques et professionnels
ANJE	Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfants	FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
ANS	Aliments nutritifs spécialisés (en anglais : SNF-Specialised Nutritive Foods)	FCRU	Fond Centrale en Réponses aux Urgences (en anglais : CERF-Central Emergency Response Fund)
ARV	Antirétrovirus	FEDAL	Fin de la Défécation à l'Air Libre
BIT	Bureau International du Travail (en anglais : ILO-International Labor Organization)	FFA	Activités d'assistance alimentaire pour les actifs
BCP	Bilan Commun de Pays (en anglais : CCA-Common Country Assessment)	FIDA	Fond International pour le Développement de l'Agriculture (en Anglais : IFAD-International Fund for Agriculture Development)
BCP	Business Continuity Plan	FMI	Fonds Monétaire Internationale (en anglais : IMF-International Monetary Fund)
BI&D	Banque Islamique de développement	GFD	Combinaison de distributions alimentaires générales (en anglais : General Food Distribution)
BM	Banque Mondiale (en anglais : WB-World Bank)	GLPE	Groupe Local des Partenaires de l'Éducation
BOS	Business Operation Strategy	HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
CASAF	Centre d'Action Sociale pour l'Autonomisation des Femmes	ICI	Inclusion, Connectivité, Institutions
CBT	Transfert mensuel en espèces (en anglais : Cash-based Transfert)	IDH	Indice de Développement Humain
CEA	Commission Économique Africaine des Nations Unies	IDE	Investissement Direct à l'Étranger
CIFN	Cadre Intégrée de Financement National (en anglais : INFF- Integrated National Financing Framework)	IFI	Institutions financières internationales
CFPI	Commission de la Fonction Publique Internationale (en anglais : ICSC-International Civil Service Commission)	IGM	Indicateurs de Gouvernance de la Migration
CGC	Centre de Gestion Communautaire	IHAB	Initiative Hôpital Ami des Bébés
CNDH	Commission Nationale des Droits de l'Homme	IICPSD	Centre International d'Istanbul pour le Secteur Privé (en anglais : Istanbul International Center for Private Sector Development)
COAM	Centre d'Orientation et d'Assistance aux migrants	IMO	International Maritime Organisation
CPEC	Cooperative d'Épargne et de Credit	INSPD	Institut National de Santé Publique
CRRF	Cadre d'Action Global pour les Réfugiés (en anglais : Comprehensive Refugee Response Framework)	INTES	Institut national du travail et des études sociales de la Tunisie
CS	Comité de Santé	INUFR	Institut des Nations-Unies pour la formation et la recherche (en anglais : UNITAR-United Nations Institute for Training and Research)
CSU	Couverture Sanitaire Universelle	LNOB	Leaving No One Behind (ne laisser personne de coté)
CVC	Compétences de Vie Courantes	MAECI	Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale
DESV	Direction de l'Élevage et des Services Vétérinaires	MAM	Malnutrition Aigüe Modéré
DHR	Direction de l'Hydraulique Rurale	MAPS	Mainstreaming Acceleration and Policy Support
DIHS2	District Health Information Software Version 2	MASS	Ministère des Affaires Sociales, et des Solidarités
DISED	Direction de la statistique et des Études Démographiques	MECC	Migrations, Environment et Changements Climatiques
DSME	Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant	MEFI	Ministère de l'Économie, des Finances et des Industries
EDD	Éducation pour le Développement Durable	MFF	Ministère de la Femme et de la Famille
EFD	Evaluation du Financement au Développement (en anglais : DFA-Development Finance Assessment)	MGF	Mutilations Génitales Féminines (en anglais : FGM-Female Genital Mutilations)
EGO	Équipe de Gestion des Opérations (en anglais : OMT-Opération Management Team)	MENFOP	Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle
		MECC	L'intégration de migrations, environnement et changement climatique

MILDA	Moustiquaire Imprégnée à longue durée d'action	Communautaire (en anglais : Risk Communication and Community engagement)
MFF	Ministère de la Femme et de la Famille	
ME	Mémoire d'Entente (en anglais : MoU-Memorandum of Understanding)	
MPME	Micro et Petites Entreprises	
MSD	Matrice de Suivi de Déplacement (en anglais : DTM-Displacements Tracking Matrix)	
NEAP	Plan d'action national de l'employabilité	
NCF	Fonds national pour le climat	
ODD	Objectifs du Développement Durable	
OHCDR	Office du Haut commissariat des Droits de l'Homme (en anglais: OHCHR-Office of the High Commissioner for Human Rights)	
OIF	Organisations Internationale de la Francophonie	
OIM	Organisation Internationale pour la Migration (en anglais : IOM-International Organization for Migrations)	
OIT	Organisation International du Travail (en anglais : ILO-International Labour Organization)	
OMS	Organisation Mondiale de la Sante (en anglais : WHO-World Health Organization)	
ONARS	Office Nationale de l'Assistance aux Réfugiés et Sinistrés	
ONG	Organisation non Gouvernemental	
ONU	Organisation des Nations Unies	
OSC	Organisations de la Société Civile	
PAM	Programme Alimentaire Mondial (en anglais : WFP-World Food Program)	
PASS	Programme d'Assurance Santé Sociale	
PF	Planning Familial	
PIB	Produit Intérieur Brut (en anglais : GDP-Growth Domestic Product)	
PID	Pulvérisation Intra-Domiciliaire	
PME	Petites et moyennes entreprises	
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire - 2019-2023	
PNSF	Programme Nationale de Solidarité Familiale	
PNUAD	Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (en anglais : UNDAF-United Nations Development Assistance Framework)	
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement (en anglais : UNDP-United Nations Development Program)	
PPBC	Planification Participative basée sur la communauté (en anglais : CBPP-Community-Based Planning Process)	
PS	Priorité Stratégique	
PSE	Pratiques Sociales Essentielles	
PSN	Plan de Solidarité National	
PTA	Plan de Travail Annuel	
RRC	Réduction des risques de catastrophe (en anglais : DDR-Disaster Risk Reduction)	
RCCE	Communication de Risques et Engagement	
REMIS/EMIS	Système de Gestion des Informations sur l'Éducation des Réfugiés	
ROME	Registre opérationnel des emplois	
SCAPE	Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi	
SCOPE	Système pour Operations en Espèce (en Anglais : System for Cash Operations)	
SEAS	Secrétariat d'État des Affaires Sociales	
SEIA	Évaluation de l'Impact Socioéconomique (en anglais : Socio-Economic Impact Assesment)	
SEJS	Secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports	
SERP	Plan de Réponse Socioéconomique (en anglais : Socioeconomic Responce Plan)	
SOP	Procedures Opérationnelles Standard (en anglais : Standard Operating Procedures)	
SNU	Système des Nations Unies	
TIC	Technologies de l'Information et de la communication (en anglais : ICT-Information Communication Technology)	
UIT	Union internationale des télécommunications (en anglais : ITU-International Telecommunication Union)	
UNAIDS	Joint United Nations Programme on HIV/AIDS	
UNCT	Equipe Pays des Nations Unies (en anglais : United Nations Country Team)	
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (en anglais : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization)	
UNFD	Union Nationale des Femmes Djiboutiennes	
UNFPA	Fond des Nations Unies pour les Activités des Poulations (en anglais : United Nations Fund for Population Activities)	
UNHCR	Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies (en anglais : UNHCR-United Nations High Commissioner for Refugees)	
UNICEF	Fond des Nations Unies pour les enfants (en anglais : United Nations Childrens' Fund)	
UNMHA	United Nations Mission to support the Hodeidah Agreement	
UNMN	Réseau des Nations Unies sur les migrations	
UNODC	Office des Nations Unies sur la Drogue et le Crime (en anglais : United Nations Office for Drugs and Crime)	
UNOPS	Office des Nations unies pour les Services aux Projets (en anglais : United Nations Office for Project Services)	
UNPRWD	Fonds des Nations Unies pour les droits des personnes à besoins spéciaux	
UNSDCF	United Nations Sustainable Development Cooperation Framework	
UNTFHS	Fond thématique pour la sécurité humaine	
UNVIMM	Mécanisme des Nations Unies pour la Vérification et l'Inspection (en anglais : United Nations Verification and Inspection Mechanism)	
VBG	Violence Basé sur le genre (en anglais : GBV-Gender-Based Violence)	
VNU	Volontaires des Nations-Unies (en anglais : UNV-United Nations Volunteers)	



Mezz Tower, Route de Venise, Djibouti
République de Djibouti

Tel : +253 21 35 13 61
Facebook : NationsUniesDjibouti
Twitter : UNdjibouti
Web : www.djibouti.un.org